

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2016, ch. 1 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 150, No 26 (2017-12-07)

M

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 36

(Maintenance of Railway Operations Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 36 (sanction : 29.08.87) les art. 1 et 2, la partie I et les annexes I et II en vigueur 29.08.87 voir par. 39(1); partie IV (art. 30-38) en vigueur 01.09.87 à 0 heure 2 minutes voir TR/87-201; les parties II et III ainsi que les annexes III et IV abrogées avant leur entrée en vigueur le 31.12.2012 voir 2008, ch. 20, art. 3

Maintien des services ferroviaires, Loi de 2007 sur le — 2007, ch. 8

(Railway Continuation Act, 2007)

Le ministre du Travail

EEV, 2007, ch. 8 entre en vigueur à l'expiration de la vingt-quatrième heure suivant sa sanction (sanction royale 18.04.2007)

Maintien des services ferroviaires, Loi de 1995 sur le — 1995, ch. 6

(Maintenance of Railway Operations Act, 1995)

Le ministre du Travail

EEV, 1995, ch. 6, les parties I, II et III et les annexes I, II et III en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant la sanction de la présente loi (jour de la sanction 26.03.95) voir art. 24, 46 et 68

Maintien des services postaux, Loi de 1987 sur le — 1987, ch. 40

(Postal Services Continuation Act, 1987)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1987, ch. 40 (sanction : 16.10.87), la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction mais au plus tôt douze heures après celle-ci, 17.10.87

Maintien des services postaux, Loi de 1991 sur le — 1991, ch. 35

(Postal Services Continuation Act, 1991)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 35 en vigueur 30.10.91 à 6 heures 00 minute voir TR/91-144

Maintien des services postaux, Loi de 1997 sur le — 1997, ch. 34

(Postal Services Continuation Act, 1997)

Le ministre du Travail

EEV, 1997, ch. 34 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 03.12.97) voir art. 21

Maison Laurier, Loi sur la — S.R.C. 1952, ch. 163

(Laurier House Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux; Le ministre du Patrimoine canadien les attributions de la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux aux termes du paragraphe 2(2) (TR/97-36)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 52

art. 3, 1998, ch. 31, art. 54

art. 4, 1998, ch. 31, art. 53

art. 5, 1996, ch. 16, al. 60(1)/; 1998, ch. 31, art. 54

EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-67

EEV, 1998, ch. 31, art. 52 à 54 en vigueur 21.12.98 voir TR/99-4

EEV, 1990, ch. 21 en vigueur 01.01.91 voir TR/91-2

Maladie de Lyme, Loi sur le cadre fédéral relatif à la — 2014, ch. 37

(Federal Framework on Lyme Disease Act)

Le ministre de la Santé (art. 2)

Disposition générale, 2014, ch. 37, art. 6 (examen et rapport)

EEV, 2014, ch. 37, la Loi en vigueur à la sanction 16.12.2014.

M

Mammifères marins (permis d'observation pour la pêche du phoque), Loi concernant le Règlement sur les — 2015, ch. 28

(Marine Mammal Regulations (seal fishery observation licence), An Act respecting the)

EEV, 2015, ch. 28, art. 1 en vigueur à la sanction 18.06.2015; dans les 60 jours suivant l'entrée en vigueur de la présente loi (18.08.2015), le gouverneur en conseil apporte des modifications au Règlement sur les mammifères marins voir art. 1.

Manitoba, Loi de 1870 sur le — 1870, ch. 3 (voir aussi L.R. (1985), Appendice II, no 8) (Manitoba Act, 1870)

art. 1, 1877, ch. 6, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 3, refondu S.R. 1886, ch. 12, art. 1; omis de et abrogé par S.R. 1906. Voir 5 & 6 Geo. V (R.-U.), ch. 45, art. 1 (L.R., Appendice II, n° 23)
art. 4 et 5, omis de et abrogés par S.R. 1886
art. 20, abrogé, 1982 (R.-U.), ch. 11, art. 1 (ann. B, par. 53(1), ann. art. 2) (L.R., Appendice II, n° 44)
art. 25, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 27 à 29, omis de et abrogés par S.R. 1886
art. 30, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 31, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 32, refondu S.R. 1886, ch. 48, art. 2; S.R. 1906, ch. 99, art. 21, 22; S.R. 1927, ch. 124, art. 19, 20; abrogé, 1992, ch. 1, art. 146, ann. IX, art. 35
art. 33, omis de et abrogé par S.R. 1886
art. 34, refondu S.R. 1886, ch. 47, art. 3; omis de et abrogé par S.R. 1906
art. 35, abrogé, 1875, ch. 49, art. 76
art. 36, omis de et abrogé par S.R. 1886
disposition générale, voir 34 & 35 Vict. (R.-U.), ch. 28, art. 5, 6 (L.R., Appendice II, n° 11)

Manitoba, Ressources naturelles (voir aussi Transfert des ressources naturelles) (Manitoba Natural Resource)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

1930, ch. 29; 1938, ch. 36; 1948, ch. 60; 1951, ch. 53

Manutention des grains à Prince Rupert, Loi sur la — 1988, ch. 1 (Prince Rupert Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1988, ch. 1 en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (20.01.88) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains à Thunder Bay, Loi sur la — 1991, ch. 31 (Thunder Bay Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 voir aussi 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 31 (sanction : 11.10.91) la loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction, le 12.10.91, mais au plus tôt douze heures après celle-ci

Manutention des grains en Colombie-Britannique, Loi sur la — 1991, ch. 25 (British Columbia Grain Handling Operations Act)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 et 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1991, ch. 25, à l'exception de la partie II (art. 14 à 24), entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction (date de la sanction 14.06.91) mais au plus tôt douze heures après celle-ci voir par. 25(1); partie II (art. 14 à 24) en vigueur 17.12.91 voir TR/92-3

Mariage civil, Loi sur le — 2005, ch. 33 (Civil Marriage Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2.1 à 2.3, ajoutés, 2015, ch. 29, art. 4
art. 5, 2013, ch. 30, art. 3; 2015, ch. 29, art. 5(A)
art. 6 à 13, 2013, ch. 30, art. 4
art. 14 et 15, abrogés, 2013, ch. 30, art. 4
disposition générale, 2013, ch. 30, art. 2
EEV, 2005, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.07.2005
EEV, 2013, ch. 30, art. 2 et 3 en vigueur à la sanction 26.06.2013; art. 4 en vigueur, partout au Canada, 14.08.2013 voir TR/2013-93
EEV, 2015, ch. 29, art. 4 et 5 en vigueur à la sanction 18.06.2015.

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46 (Marriage (Prohibited Degrees) Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, 2005, ch. 33, art. 13
art. 3, 2005, ch. 33, art. 14
EEV, 1990, ch. 46, la présente loi entre en vigueur un an après sa sanction royale (sanctionnée le 17.12.90) ou, dans

M

Mariage (degrés prohibés), Loi sur le — 1990, ch. 46 (suite)

une province, à la date antérieure par décret du gouverneur en conseil à la demande de cette province *voir* art. 6

EEV, 2005, ch. 33, art. 13 et 14 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Marine Atlantique S.C.C., Loi autorisant l'acquisition de — 1986, ch. 36

(Marine Atlantic Inc. Acquisition Authorization Act)

Le ministre des Transports

modifications corrélatives, art. 10 et 11 (*voir* L.R., ch. 28 (2^e suppl.), art. 1 et 2)

EEV, 1986, ch. 36 en vigueur 31.12.86 *voir* TR/87-25

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26

(Canada Shipping Act, 2001)

Le ministre des Transports sauf partie 5; ministre des Pêches et des Océans (partie 5)

art. 2, 2001, ch. 26, par. 323(3), ch. 29, al. 72a) et b); 2011, ch. 15, art. 37; 2014, ch. 29, art. 58

art. 4, 2005, ch. 29, art. 15

art. 10, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)

art. 10.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 105

art. 11, 2014, ch. 29, art. 59

art. 15, abrogé, 2001, ch. 29, al. 72c)

art. 16, 2001, ch. 29, al. 72d) et e); 2012, ch. 31, art. 156

art. 16.1, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72f)

art. 20, 2001, ch. 29, al. 72g); 2012, ch. 31, art. 157

art. 20.1 à 20.5, ajoutés, 2001, ch. 29, al. 72g)

art. 27, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)

art. 32, 2012, ch. 31, art. 158

art. 35, 2001, ch. 29, al. 72h); 2005, ch. 29, art. 16; 2012, ch. 31, art. 159

art. 36, 2012, ch. 31, art. 160(F)

art. 36.1, ajouté, 2012, ch. 31, art. 161

art. 43, 2011, ch. 15, art. 38

art. 46, 2011, ch. 15, art. 39

art. 47, 2011, ch. 15, art. 40

art. 58, 2011, ch. 15, art. 41(F)

art. 75.01 à 75.09, ajoutés, 2011, ch. 15, art. 42

art. 75.1, ajouté, 2011, ch. 15, art. 42

art. 75.11 à 75.14, ajoutés, 2011, ch. 15, art. 42

art. 76, 2011, ch. 15, art. 42

art. 77, 2011, ch. 15, art. 43

art. 79, 2011, ch. 15, art. 44

art. 88, 2001, ch. 26, par. 323(4)

art. 116, 2005, ch. 29, art. 17

art. 126, 2003, ch. 22, al. 224v)(A)

art. 134, abrogé, 2013, ch. 28, art. 9

art. 136, 2005, ch. 29, art. 18; 2013, ch. 28, art. 10

art. 139, abrogé, 2013, ch. 28, art. 11

art. 150, 2005, ch. 2, art. 8

art. 153, 2005, ch. 29, art. 19

art. 163, 2005, ch. 2, art. 9

art. 165, 2005, ch. 29, art. 21

art. 167, 2005, ch. 29, art. 22

art. 167.1 à 167.4, ajoutés, 2014, ch. 29, art. 60

art. 168, 2014, ch. 29, art. 61

art. 168.01, ajouté, 2014, ch. 29, art. 62

art. 168.1 à 168.3, ajoutés, 2014, ch. 29, art. 63

art. 171.1, ajouté, 2014, ch. 29, art. 64

art. 174, 2005, ch. 29, art. 23

art. 174.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23

art. 175, 2005, ch. 29, art. 23; abrogé, 2014, ch. 29, art. 66

art. 175.1, ajouté, 2005, ch. 29, art. 23

art. 176, 2005, ch. 29, art. 24(A); 2014, ch. 29, art. 67

art. 177, 2005, ch. 29, art. 25

art. 179, 2005, ch. 29, art. 26

art. 180, 2005, ch. 29, art. 27

art. 181, 2014, ch. 29, art. 68

art. 182, 2014, ch. 29, art. 69

art. 183, 2005, ch. 29, art. 28; 2014, ch. 29, art. 70

art. 184, 2014, ch. 29, art. 71

art. 185, 2005, ch. 29, art. 29

art. 189, 2005, ch. 29, art. 30

art. 194, 2005, ch. 29, art. 31

art. 207, 2015, ch. 3, art. 24(F)

art. 210, 2005, ch. 29, art. 32; 2014, ch. 29, art. 72

art. 211, 2014, ch. 29, art. 73

art. 228, 2014, ch. 29, art. 74

art. 229, 2001, ch. 29, al. 72i) et j)

art. 230 et 231, 2001, ch. 29, al. 72k)

art. 231.1 à 231.3, ajouté, 2001, ch. 29, al. 72k)

art. 232, 2001, ch. 29, al. 72k)

art. 232.1 et 232.2, ajoutés, 2001, ch. 29, al. 72k)

art. 234, 2001, ch. 29, al. 72l)

art. 235, 2001, ch. 29, al. 72m)

art. 239, 2001, ch. 29, al. 72n) et o)

art. 244, 2001, ch. 29, al. 72p); 2014, ch. 29, art. 75

art. 246, 2015, ch. 3, art. 25(F)

art. 250, 2001, ch. 26, par. 324(7)

art. 251, 2002, ch. 8, art. 195

art. 252, 2005, ch. 29, art. 33; 2014, ch. 29, art. 76

art. 259, 2015, ch. 3, art. 26(A)

art. 264, 2015, ch. 3, art. 27

art. 268.1, 2014, ch. 29, art. 77

art. 272, 2015, ch. 3, art. 28(F)

annexe, 1, DORS/2007-109; DORS/2009-154

dispositions de coordination, 2001, ch. 26, par. 323(3) et (4) et 324(7)

dispositions de coordination, 2001, ch. 29, art. 72

dispositions de coordination, 2002, ch. 8, art. 195

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 2005, ch. 29, art. 20

dispositions générales, 2012, ch. 31, art. 162 et 163 (services rendus par les sociétés de classification) et 164 (application des règlements)

disposition générale, 2014, ch. 29, art. 65

EEV, 2001, ch. 26

M

Marine marchande du Canada, Loi de 2001 sur la — 2001, ch. 26 (suite)

- art. 319, 322 à 324, 331 et 332 en vigueur à la sanction 01.11.2001;
- art. 325 à 330 entrent en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la sanction (sanctionnée le 01.11.2001) voir par. 334(2), en vigueur 30.01.2002;
- art. 1 à 270, par. 271(1) et (3) et art. 272 à 318, 321 et 333 en vigueur 01.07.2007 voir TR/2007-65
- par. 271(2) et art. 320 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
- EEV, 2001, ch. 29, art. 72 en vigueur à la sanction 18.12.2001
- EEV, 2002, ch. 8, art. 195 en vigueur à la sanction 27.03.2002
- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2004, ch. 15, art. 105 abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2015 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*). Voir aussi *Gazette du Canada, Partie I*, n° 11, 12.03.2016, p. 744.
- EEV, 2005, ch. 2, art. 8 et 9 en vigueur à la sanction 24.02.2005
- EEV, 2005, ch. 29, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 15 à 33 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95
- EEV, 2008, ch. 20 (sanction: 18.06.2008), art. 3 en vigueur 18.06.2010.
- EEV, 2011, ch. 15, art. 37 à 44 en vigueur à la sanction 26.06.2011
- EEV, 2012, ch. 31, art. 156 à 159 et 161 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
- art. 160 et 162 réputés être entrés en vigueur 01.07.2007 voir par. 165(1);
- par. 163(3) réputé être entré en vigueur 31.03.2004 voir par. 165(2);
- par. 163(1) et (2) et art. 164 réputés être entrés en vigueur 01.01.1999 voir par. 165(3)
- EEV, 2013, ch. 28 (sanction : 19.06.2013), art. 9 à 11 en vigueur 01.12.2013 voir TR/2013-124
- EEV, 2014, ch. 29, art. 58, 59, 63 à 68, par. 70(4), 71(1), (3) et (5) à (9) et art. 72 à 77 en vigueur à la sanction 09.12.2014; art. 60 à 62, 69, par. 70(1) à (3) et 71(2) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 79 – Non en vigueur.
- EEV, 2015, ch. 3, art. 24 à 28 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Marine marchande du Canada, Loi sur la
— L.R. (1970), ch. S-9
(Shipping Act, Canada)

Le ministre des Transports

- art. 360**, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
- art. 361**, abrogé, 1998, ch. 16, art. 34
- EEV, 1998, ch. 16, art. 34 en vigueur 31.10.98 voir TR/98-111

Marine marchande du Canada, Loi sur la
— L.R. (1985), ch. S-9
(Shipping Act, Canada)

- LOI ABROGÉE, 2001, ch. 26, art. 332, en vigueur 01.07.2007 voir TR/2007-65
- [2004, ch. 15, art. 104, en ce qui concerne le passage du par. 8.1(1) précédant l'al. c) abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2014 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 149, n°6, 07.02.2015, pp. 181-182.]

Marquage des bois, Loi sur le
— L.R. (1985), ch. T-11
(Timber Marking Act)

Le ministre de l'Industrie (1995, ch. 1, par. 62(3))

Marques de commerce, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. T-13
(Trade-marks Act)

Le ministre de l'Industrie voir art. 62; le ministre de l'Industrie désigné comme ministre chargé de l'application des articles 11.12 à 11.2 (TR/96-24); le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile pour l'application des articles 51.03 à 51.12 et 53 à 53.3 voir respectivement art. 51.02 et 52

- Titre intégral**, 2014, ch. 20, art. 317(A)
- art. 1**, 2014, ch. 20, art. 318(A)
- art. 2**, 1993, ch. 15, art. 57, ch. 44, art. 225, al. 236(1)b); 1994, ch. 47, art. 190; 2014, ch. 20, art. 319 et 369, ch. 32, art. 7 et 53
- art. 2.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 320
- art. 4**, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54a)(F)
- art. 5**, 2014, ch. 32, art. 53
- art. 6**, 2014, ch. 20, art. 321, ch. 32, art. 8 et 53
- art. 7**, 2014, ch. 20, al. 363a)(F), ch. 32, art. 10 et 53 et al. 56a)(F)
- art. 8**, 2014, ch. 32, art. 53 et al. 54b)(F)
- art. 9**, 1990, ch. 14, art. 8; 1993, ch. 15, art. 58, ch. 44, art. 226, al. 236(1)c) et d); 1994, ch. 47, art. 191; 1999, ch. 31, art. 209(F); 2007, ch. 26, art. 6; 2014, ch. 20, art. 323 et al. 363b)(F), ch. 32, art. 11 et 53 et al. 56b)(F)
- art. 10**, 2014, ch. 20, art. 324, ch. 32, art. 12 et 53
- art. 10.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 79
- art. 11**, 2014, ch. 20, art. 325, ch. 32, art. 13
- art. 11.1**, ajouté, 1990, ch. 20, art. 80; 2014, ch. 20, al. 363c)(F), ch. 32, al. 56c)(F)
- art. 11.11 à 11.13**, ajoutés, 1994, ch. 47, art. 192
- art. 11.14**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363d)(F), ch. 32, al. 56d)(F)
- art. 11.15**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363e)(F), ch. 32, al. 56e)(F)

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

- art. 11.16**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363*f*)(F), ch. 32, et al. 56*f*)(F)
- art. 11.17**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2001, ch. 27, art. 271; 2014, ch. 20, al. 363*g*)(F), ch. 32, art. 53(F) et al. 56*g*)(F)
- art. 11.18**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; DORS/2004-85, art. 1; 2014, ch. 20, al. 363*h*)(F), ch. 32, et al. 56*h*)(F)
- art. 11.19**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363*i*)(F), ch. 32, art. 14(F)
- art. 11.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 192; 2014, ch. 20, al. 363*j*)(F), ch. 32, et al. 56*i*)(F)
- art. 12**, 1990, ch. 20, art. 81; 1993, ch. 15, art. 59(F); 1994, ch. 47, art. 193; 2007, ch. 25, art. 14; 2014, ch. 20, art. 326, ch. 32, art. 15 et 53
- art. 13**, abrogé, 2014, ch. 20, art. 327, abrogé, ch. 32, art. 16 et 53
- art. 14**, 1994, ch. 47, art. 194; abrogé, 2014, ch. 20, art. 328
- art. 15**, 2014, ch. 20, art. 328, ch. 32, art. 17
- art. 16**, 1994, ch. 47, art. 195; 2014, ch. 20, art. 330, ch. 32, art. 18 et 53 et al. 55*a*)(A)
- art. 17**, 2014, ch. 20, al. 363*k*)(F), ch. 32, al. 56*j*)(F)
- art. 18**, 2014, ch. 32, art. 19
- art. 18.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 331, ajouté, ch. 32, art. 20
- art. 19**, 1993, ch. 15, art. 60; 2014, ch. 32, art. 53
- art. 20**, 1994, ch. 47, art. 196; 2014, ch. 20, art. 332 et al. 363*l*)(F), ch. 32, art. 22 et 53 et al. 56*k*)(F)
- art. 21**, 2014, ch. 20, art. 333(A), ch. 32, al. 55*b*)(A)
- art. 22**, 2014, ch. 32, art. 23 et 53
- art. 23**, 2014, ch. 20, art. 334, ch. 32, art. 24 et 53
- art. 24**, 2014, ch. 20, art. 335(F), ch. 32, art. 25(F) et 53
- art. 25**, 2014, ch. 20, art. 336, ch. 32, art. 26 et 53
- art. 26**, 1993, ch. 15, art. 61, ch. 44, art. 227, al. 236(1)*e*) et *f*); 2014, ch. 20, art. 337, ch. 32, art. 27
- art. 28**, 1993, ch. 15, art. 62, ch. 44, art. 228, par. 236(2); 2014, ch. 20, art. 338, ch. 32, art. 28
- art. 29**, 1993, ch. 15, art. 63, ch. 44, art. 229, al. 236(1)*g*); 1994, ch. 47, art. 197; 2014, ch. 32, art. 28
- art. 29.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 28
- art. 30**, 1993, ch. 15, art. 64, ch. 44, art. 230, al. 236(1)*h*); 1994, ch. 47, art. 198; 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 29 et 53
- art. 30.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 30
- art. 31**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31
- art. 32**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 31 et 53 et al. 56*l*)(F)
- art. 33**, 2014, ch. 20, art. 339, ch. 32, art. 32
- art. 34**, 1992, ch. 1, art. 133; 1993, ch. 15, par. 65(1), (2) et (4); 1994, ch. 47, art. 199; 2014, ch. 20, art. 340, ch. 32, art. 33 et 53
- art. 35**, 2014, ch. 32, art. 53
- art. 36**, 2014, ch. 20, art. 341
- art. 37**, 2014, ch. 20, art. 342, ch. 32, art. 34
- art. 38**, 1992, ch. 1, art. 134; 1993, ch. 15, par. 66(2); 2014, ch. 20, art. 343, ch. 32, art. 35
- art. 39**, 1993, ch. 15, art. 67; 2014, ch. 20, art. 344
- art. 39.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 36
- art. 40**, 1993, ch. 15, art. 68, ch. 44, art. 231, al. 236(1)*i*); 1999, ch. 31, art. 210(F); 2014, ch. 20, art. 345, ch. 32, art. 37 et 53
- art. 41**, 2014, ch. 20, art. 346, ch. 32, art. 38 et 53
- art. 42**, abrogé, 2014, ch. 20, art. 347
- art. 44.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 348
- art. 45**, 1993, ch. 44, art. 232; 1994, ch. 47, art. 200; 2014, ch. 20, art. 349, ch. 32, art. 39 et 53
- art. 46**, 1992, ch. 1, art. 135; 2014, ch. 20, art. 350
- art. 47.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 351
- art. 48**, 2014, ch. 20, art. 352, ch. 32, art. 40 et 53
- art. 49**, 2014, ch. 20, art. 353, ch. 32, art. 41
- art. 50**, 1993, ch. 15, art. 69, ch. 44, art. 233, al. 236(1)*j*); 1999, ch. 31, art. 211(F); 2014, ch. 32, art. 53
- art. 51**, 1996, ch. 8, al. 32(1)*r*)
- art. 51.01**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 42
- art. 51.02 à 51.09**, ajoutés, 2014, ch. 32, art. 43
- art. 51.1**, ajouté, 2014, ch. 32, art. 43
- art. 51.11 et 51.12**, ajoutés, 2014, ch. 32, art. 43
- art. 51.13**, ajouté, 2015, ch. 36, art. 66
- art. 52**, 1993, ch. 44, art. 234; 2005, ch. 38, al. 142*j*) et par. 145(2)*j*), 2014, ch. 32, art. 44
- art. 53**, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53
- art. 53.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 53
- art. 53.2**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53
- art. 53.3**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 234; 2014, ch. 32, art. 45 et 53
- art. 55**, 2014, ch. 32, art. 46
- art. 57**, 2014, ch. 20, art. 354, ch. 32, art. 47
- art. 60**, 1993, ch. 44, art. 235, al. 236(1)*j*) et par. 238(4); 2014, ch. 32, art. 48
- art. 61**, 2002, ch. 8, art. 177; 2014, ch. 20, art. 355
- art. 62**, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*)
- art. 63**, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 30(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)*x*) et par. 62(2); 2014, ch. 20, art. 370
- art. 64**, 2014, ch. 20, art. 356, ch. 32, art. 49
- art. 65**, 1993, ch. 15, art. 70; 1994, ch. 47, art. 201; 2014, ch. 20, art. 357, ch. 32, art. 50; 2015, ch. 36, art. 67
- art. 65.1**, 2014, ch. 20, art. 358
- art. 66**, 2015, ch. 36, art. 68
- art. 67 et 68**, ajoutés, 1993, ch. 15, art. 71
- art. 69**, ajouté, 1993, ch. 15, art. 71; 2014, ch. 20, art. 359 (avant modification), ch. 32, art. 51, abrogé, ch. 32, art. 52, ch. 20, art. 358.1 et al. 367(88)*a*) et *b*), abrogé, ch. 20, art. 358.2
- art. 69.1**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*)
- art. 70**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*); 2015, ch. 36, art. 69
- art. 71**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
- art. 72**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359, ajouté, ch. 32, art. 51, ch. 20, al. 367(88)*a*) et *c*)
- art. 73**, ajouté, 2014, ch. 20, art. 359 et al. 367(88)*c*) disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2) disposition de coordination, 2014, ch. 20, par. 367(1) à (103) disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3)

M

Marques de commerce, Loi sur les — L.R. (1985), ch. T-13 (suite)

dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 322, 329, 360 (*remplacer* « marchandises »), 361 (*remplacer* « trademark(s) et Trade-mark(s)(A)»), 362 (*remplacer* « tradename(A)») et 366 (terminologie)

dispositions générales, 2014, ch. 32, art. 9, 53 (*remplacer* « marchandises »), 54(F) (*remplacer* « colis »), 55(A) (*remplacer* « date of filing ») et 56(F) (*remplacer* « utiliser »...)

dispositions transitoires, 1993, ch. 44, al. 236(2) à 238(3)

disposition transitoire, 2014, ch. 32, art. 57

EEV, ch. 14, art. 8 en vigueur 12.06.90

EEV, 1990, ch. 20, art. 79-81 en vigueur 01.08.90 *voir* TR/90-90

EEV, 1992, ch. 1, art. 133 à 135, art. 145, ann. VIII, art. 30(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1993, ch. 15, art. 57 à 64 et 67 à 71 en vigueur 09.06.93 *voir* TR/93-84; art. 65 et 66 en vigueur 15.01.94 *voir* TR/94-224

EEV, 1993, ch. 44, art. 225 à 238 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1

EEV, 1994, ch. 47, art. 190 à 201 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/96-1

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48

EEV, 1996, ch. 8, art. 32 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

EEV, 1999, ch. 31, art. 209 à 211 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 27, art. 271 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 8, art. 177 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, DORS/2004-85, par. 1(3) et (4) en vigueur 22.04.2004, par. 1(2) en vigueur 31.12.2008, et par. 1(1) en vigueur 31.12.2013 *voir* art. 2

EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 142 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), art. 14 en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117

EEV, 2007, ch. 26 (sanction : 22.06.2007), art. 6 en vigueur 31.01.2008 *voir* TR/2008-18

EEV, 2014, ch. 20, art. 367, 369 et 370 en vigueur à la sanction 19.06.2014;

— art. 317 à 358, 358.3, 359 à 363 et 366 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 368(1), tel que modifié par al. 367(88)d) – Non en vigueur, *mais*;

— par. 319(3) et art. 332 abrogés avant leur entrée en vigueur *voir respectivement* par. 367(5) et (29);

— art. 358.1 à 358.3 ajoutés par par. 367(87) et al. (88)b);

— art. 359, tel que modifié, *voir* al. 367(88)c);

— art. 363 abrogé avant son entrée en vigueur *voir* par. 367(103);

— art. 358.1 et 358.2 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 368(2), tel que modifié par al. 367(88)d) – Non en vigueur.

EEV, 2014, ch. 32, par. 7(1) et (4), art. 10, 11 et 14, par. 15(2), art. 19, 22, 25 et 26, par. 37(2), art. 42, 45, 46, 53, 54 et 56 en vigueur à la sanction 09.12.2014;

— par. 7(6), art. 43 et 44 en vigueur 01.01.2015 *voir* TR/2014-107;

— [Remarque : art. 21 supprimé avant la sanction royale.]

— art. 51 et 52 abrogés avant leur entrée en vigueur *voir* 2014, ch. 20, par. 367(87) et al. (88)a);

— par. 7(2), (3) et (5), art. 8, 9, 12 et 13, par. 15(1), (3) et (4), art. 16 à 18, 20, 23, 24 et 27 à 36, par. 37(1) et (3), art. 38 à 41, 47 à 50, 55 et 57 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 63(1) – Non en vigueur.

EEV, 2015, ch. 36, art. 70 en vigueur à la sanction 23.06.2015;

— art. 66 en vigueur 24.06.2016 *voir* par. 72(5);

— art. 67 et par. 69(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret, mais cette date ne peut être antérieure à la date d'entrée en vigueur de l'art. 357 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* (2014, ch. 20) *voir* par. 72(3) – Non en vigueur;

— art. 68 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 72(4) – Non en vigueur;

— par. 69(1) entre en vigueur dès le premier jour où l'art. 359 de la *Loi n° 1 sur le plan d'action économique de 2014* (2014, ch. 20) et l'art. 68 sont tous deux en vigueur *voir* par. 72(6) – Non en vigueur.

Marques olympiques et paralympiques, Loi sur les — 2007, ch. 25

(*Olympic and Paralympic Marks Act*)

Le ministre de l'Industrie

art. 5, 2014, ch. 20, art. 364, ch. 32, art. 61

ann. 2, 2007, ch. 25, art. 13; DORS/2009-332

ann. 3, 2007, ch. 25, art. 13

disposition de coordination, 2014, ch. 20, art. 367

dispositions générales, 2014, ch. 20, art. 365 (*remplace* « wares » et 366 (terminologie))

disposition générale, 2014, ch. 32, art. 62 (*remplacer* « marchandises » par « produits »)

EEV, 2007, ch. 25 (sanction : 22.06.2007), la loi, à l'exception de l'art. 13, en vigueur 17.12.2007 *voir* TR/2007-117; art. 13 en vigueur 30.12.2010 *voir* par. 15(2)

EEV, 2014, ch. 20, art. 367 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 364 à 366 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 368 – Non en vigueur.

EEV, 2014, ch. 32, art. 61 et 62 en vigueur à la sanction 09.12.2014.

Meaford, Havre de (1866, ch. 78) — 1907-08, ch. 46

(*Meaford Harbour (1866, c. 78)*)

Le ministre des Transports

M

Médaille canadienne du maintien de la paix, Loi sur la — 1997, ch. 31

(*Canadian Peacekeeping Service Medal Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 7, 2005, ch. 10, art. 12

art. 8, 1999, ch. 31, art. 40(F); 2000, ch. 12, art. 69

EEV, 1997, ch. 31 en vigueur à la sanction 25.04.97

EEV, 1999, ch. 31, art. 40 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 12, art. 69 en vigueur 31.07.2000 voir
TR/2000-76

EEV, 2005, ch. 10, art. 12 en vigueur 04.04.2005 voir
TR/2005-29

Médiation en matière d'endettement agricole, Loi sur la — 1997, ch. 21

(*Farm Debt Mediation Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

art. 2, 1999, ch. 28, art. 161; 2015, ch. 2, art. 141

art. 7, 2015, ch. 2, art. 142

art. 9, 2015, ch. 2, art. 143

art. 10, 2015, ch. 2, art. 144

art. 13, 2015, ch. 2, art. 145

art. 14, 2015, ch. 2, art. 146

art. 19, 2015, ch. 2, art. 147

art. 21, 2015, ch. 2, art. 148

art. 24, 2015, ch. 2, art. 149

art. 25, 2015, ch. 2, art. 150

art. 26, 2015, ch. 2, art. 151(A)

art. 28, 2015, ch. 2, art. 152

EEV, 1997, ch. 21 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-52

EEV, 1999, ch. 28, art. 161 en vigueur 28.06.99 voir
TR/99-70

EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 141 à 147 et
149 à 152 en vigueur 27.02.2015 voir TR/2015-17;

— art. 148 en vigueur 17.12.2016 voir TR/2016-72.

Mesures d'aide liées au coût de l'énergie, Loi sur les — 2005, ch. 49

(*Energy Costs Assistance Measures Act*)

Le ministre des Finances

art. 3, 2005, ch. 49, art. 11; 2012, ch. 19, al. 694b); 2013,
ch. 40, al. 238(1)e)

disposition de coordination, 2005, ch. 49, art. 11

EEV, 2005, ch. 49 en vigueur à la sanction 25.11.2005

EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 694b) en
vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17

EEV, 2013, ch. 40, al. 238(1)e) en vigueur à la sanction
12.12.2013

Mesures de réformes équitables concernant les réfugiés, Loi sur des — 2010, ch. 8 voir Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

(*Balanced Refugee Reform Act*)

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21

(*Canadian Forces Members and Veterans Re-
establishment and Compensation Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 2, 2015, ch. 36, art. 206; 2016, ch. 3, art. 9, ch. 7,
al. 97a)

art. 2.1, ajouté, 2015, ch. 36, art. 207

art. 3, 2011, ch. 12, art. 3; 2012, ch. 19, art. 682

art. 4, 2011, ch. 12, art. 4; abrogé, 2012, ch. 19, art. 683

art. 5, 2011, ch. 12, art. 5; abrogé, 2012, ch. 19, art. 683

art. 11, 2016, ch. 7, art. 80

art. 12, 2011, ch. 12, art. 6

art. 18, 2015, ch. 36, art. 208; 2016, ch. 7, art. 81

art. 19, 2016, ch. 7, art. 82

art. 20, 2016, ch. 7, art. 83

art. 23, 2016, ch. 7, art. 84

art. 35, 2011, ch. 12, art. 7

art. 38, 2011, ch. 12, art. 8; 2016, ch. 7, art. 85 et al. 97c)

art. 39, 2011, ch. 12, art. 9; 2015, ch. 36, art. 209; 2016,
ch. 7, al. 97d)

art. 40, 2016, ch. 7, art. 86(A) et al. 97e)

art. 40.1, ajouté, 2015, ch. 36, art. 210; 2016, ch. 7, al. 97f)

art. 40.2, ajouté, 2015, ch. 36, art. 210; 2016, ch. 7, al. 97g)

art. 40.3 et 40.4, ajoutés, 2015, ch. 36, art. 210

art. 40.5, ajouté, 2015, ch. 36, art. 210; 2016, ch. 7, al. 97h)

art. 40.6, ajouté, 2015, ch. 36, art. 210

art. 41, 2015, ch. 36, art. 211; 2016, ch. 7, art. 87

art. 42, 2015, ch. 36, art. 213

art. 44.1 à 44.3, ajoutés, 2015, ch. 36, art. 214

art. 46, 2015, ch. 36, art. 215

art. 48, 2011, ch. 12, art. 10

art. 49, 2011, ch. 12, art. 11

art. 50, 2011, ch. 12, art. 12

art. 52, 2016, ch. 7, art. 88

art. 52.1, ajouté, 2011, ch. 12, art. 13

art. 53, 2016, ch. 7, art. 89

art. 56, 2011, ch. 12, art. 14

art. 63, 2015, ch. 36, art. 216

art. 65.1 à 65.4, ajoutés, 2015, ch. 36, art. 217

art. 75.1 et 75.2, ajoutés, 2015, ch. 36, art. 218

art. 76, 2011, ch. 12, art. 15

art. 81, 2005, ch. 21, art. 116; 2012, ch. 19, al. 695(1)b);
2013, ch. 40, al. 237(1)c)

art. 82, 2015, ch. 36, art. 219

art. 83, 2015, ch. 36, art. 220

art. 88, 2015, ch. 36, art. 221; 2016, ch. 7, al. 97i)

M

Mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes, Loi sur les — 2005, ch. 21 (suite)

art. 90, 2011, ch. 12, art. 16
art. 94, 2011, ch. 12, art. 17; 2012, ch. 19, art. 683; 2015, ch. 36, art. 222; 2016, ch. 7, al. 97j)
art. 94.01, ajouté, 2016, ch. 7, art. 90
art. 94.1, ajouté, 2015, ch. 36, art. 223
art. 98, abrogé, 2016, ch. 7, art. 91
annexe 1 : 2016, ch. 7, art. 92
annexe 2 : 2015, ch. 36, art. 224; 2016, ch. 7, art. 93
art. 1 et 2, 2016, ch. 7, al. 97k)
art. 2.1, ajouté, 2011, ch. 12, art. 19; 2016, ch. 7, art. 94
art. 2.2, ajouté, 2015, ch. 36, art. 225
art. 3, 2016, ch. 7, art. 95
art. 5, 2015, ch. 36, art. 225
annexe 3 : 2016, ch. 7, art. 96
disposition de coordination, 2005, ch. 21, art. 116
disposition de coordination, 2015, ch. 36, art. 228
disposition de coordination, 2016, ch. 7, s. 115
dispositions générales, 2011, ch. 12, art. 2, 18 et 20.1 (examen)
disposition générale, 2015, ch. 36, art. 212
disposition générale, 2016, ch. 3, al. 97b)
dispositions transitoires, 2016, ch. 7, art. 98 à 111
EEV, 2005, ch. 21, la loi, à l'exception de l'art. 116, en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54; art. 116 en vigueur à la sanction 13.05.2005
EEV, 2011, ch. 12 (sanction : 24.03.2011), art. 2 à 19 et 20.1 en vigueur 03.10.2011 voir TR/2011-81
EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)b) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17; art. 682 et 683 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir art. 684 – Non en vigueur.
EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)c) en vigueur à la sanction 12.12.2013.
EEV, 2015, ch. 36, art. 228 en vigueur à la sanction 23.06.2015; art. 206 à 225 en vigueur 01.07.2015 voir art. 229.
EEV, 2016, ch. 3, art. 9 en vigueur à la sanction 17.06.2016.
EEV, 2016, ch. 7, art. 115 en vigueur à la sanction 22.06.2016;
— art. 80, 81, 83, 85 à 97 et 99 à 111 en vigueur 01.04.2017 voir par. 116(1);
— art. 82, 84 et 98 en vigueur 01.10.2016 voir par. 116(2).

Mesures de transparence dans le secteur extractif, Loi sur les — 2014, ch. 39, art. 376

(*Extractive Sector Transparency Measures Act*)

Le ministre des Ressources naturelles (TR/2015-39)

EEV, 2014, ch. 39, art. 376 (art. 1 à 30), la loi en vigueur 01.06.2015 voir TR/2015-43.

Mesures d'urgence, Loi sur les — L.R. (1985), ch. 22 (4^e suppl.)

(*Emergencies Act*)

Le ministre de la Défense nationale

art. 4, 2001, ch. 27, art. 248
art. 30, 1992, ch. 49, art. 125; 2001, ch. 27, art. 249
art. 52, 1993, ch. 34, art. 61; 2002, ch. 8, al. 182(1)m)
EEV, L.R., ch. 22 (4^e suppl.) loi en vigueur 21.07.88
EEV, 1992, ch. 49, art. 125 en vigueur 01.02.93 voir TR/93-16
EEV, 1993, ch. 34, art. 61 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 2001, ch. 27, art. 248 et 249 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 voir TR/2003-109

Mesures économiques spéciales, Loi sur les — 1992, ch. 17

(*Special Economic Measures Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 5, 2001, ch. 4, art. 120
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)z.2)
art. 9, 2002, ch. 22, art. 396
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1992, ch. 17 en vigueur à la sanction 04.06.92
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 2001, ch. 4, art. 120 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 22, art. 396 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-47

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29

(*Foreign Extraterritorial Measures Act*)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

titre intégral, 1996, ch. 28, art. 1
art. 2, 1996, ch. 28, art. 2
art. 2.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 3
art. 3, 1996, ch. 28, art. 4
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)m); 1996, ch. 28, art. 5(F); 1997, ch. 18, art. 127(F)
art. 7, 1996, ch. 28, art. 6
art. 7.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8, 1996, ch. 28, art. 7
art. 8.1, ajouté, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 86(F)
art. 9, 1996, ch. 28, art. 7; 2001, ch. 4, art. 87
art. 10, 1996, ch. 28, art. 7
annexe, ajouté, 1996, ch. 28, art. 8, ann.
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65

M

Mesures extraterritoriales étrangères, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-29 (suite)

EEV, 1996, ch. 28, art. 1 à 8 en vigueur 01.01.97 *voir* TR/97-7EEV, 1997, ch. 18, art. 127(F) en vigueur 16.06.97 *voir* TR/97-68EEV, 2001, ch. 4, art. 86 et 87 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71**Mesures spéciales d'importation, Loi sur les****— L.R. (1985), ch. S-15***(Special Import Measures Act)*

Le ministre des Finances; le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile *voir* 2005, ch. 38, art. 132 et par. 145(2) sauf partie I.1 et partie II, le ministre du Commerce international *voir* par. 77.01(1) et 77.1(1)

art. 2, ch. 23 (1^{er} suppl.), art. 1; ch. 1 (2^e suppl.), art. 197; par. 213(3), ann. III, n^o 8; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(1) et (2); 1988, ch. 65, art. 23; 1993, ch. 44, art. 201; 1994, ch. 13, al. 7(1)*j*); 1994, ch. 47, art. 144, 185(1)*a*) et *b*); 1999, ch. 12, art. 1, ch. 17, art. 180, al. 183(1)*a*), *b*), *c*), (2)*a*)(A); 2000, ch. 12, art. 291; 2001, ch. 25, art. 91; 2005, ch. 38, art. 132, al. 134*a*) à *c*), al. 135*a*)(A) et al. 145(2)*i*); 2010, ch. 12, art. 1782; 2014, ch. 20, art. 428; 2016, ch. 7, art. 192

art. 3, 1994, ch. 47, art. 145, al. 185(2)*a*)(A); 1999, ch. 12, art. 2

art. 4, 1988, ch. 65, art. 25; 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*d*); 2005, ch. 38, al. 134*d*)

art. 5, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 17, al. 183(1)*e*); 2005, ch. 38, al. 134*e*)

art. 6, 1994, ch. 47, art. 146; 1999, ch. 12, al. 52*a*)(A), ch. 17, al. 183(1)*f*); 2005, ch. 38, al. 134*f*)

art. 7, 1994, ch. 47, art. 147, al. 185(1)*c*); 1999, ch. 17, al. 183(1)*g*); 2005, ch. 38, al. 134*g*)

art. 7.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 148

art. 7.2, ajouté, 2016, ch. 7, art. 193

partie I, ajoutée, 1988, ch. 65, art. 24

art. 8, ch. 1 (2^e suppl.), art. 198; 1988, ch. 65, art. 26; 1993, ch. 44, art. 202; 1994, ch. 47, art. 149, al. 185(2)*b*)(A) et *c*)(A); 1997, ch. 14, art. 88; 1999, ch. 12, art. 3 et al. 52*b*)(A), ch. 17, al. 183(1)*h*), *i*) et 184*a*) et *b*); 2001, ch. 25, art. 92; 2005, ch. 38, al. 134*h*); 2016, ch. 7, art. 194

art. 9, 1988, ch. 65, art. 27; 1990, ch. 8, art. 69; 2002, ch. 8, al. 182(1)*z*.10)

art. 9.01, ajouté, 1993, ch. 44, art. 204

art. 9.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28

art. 9.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*j*); 2005, ch. 38, al. 134*j*)

art. 9.21, ajouté, 1993, ch. 44, art. 205; 1999, ch. 17, al. 183(1)*k*); 2005, ch. 38, al. 134*j*)

art. 9.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1999, ch. 17, al. 183(1)*l*); 2005, ch. 38, al. 134*k*)

art. 9.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 28; 1993, ch. 44, art. 206; 1999, ch. 12, art. 4

art. 10, 1999, ch. 17, al. 183(1)*m*); 2005, ch. 38, al. 134*l*)

art. 11, ch. 1 (2^e suppl.), art. 199; 1994, ch. 47, art. 150; 1999, ch. 17, al. 183(1)*n*); 2001, ch. 25, art. 93

art. 12, 1988, ch. 65, art. 29; 1990, ch. 8, art. 70; 1993, ch. 44, art. 207; 1999, ch. 12, art. 5, ch. 17, al. 183(1)*o*) et al. 184*c*); 2002, ch. 8, art. 169(A) et al. 182(1)*z*.10); 2005, ch. 38, al. 134*m*)

art. 13.1, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 200; 1988, ch. 65, art. 30; abrogé, 2001, ch. 25, art. 94

art. 13.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 151; 1999, ch. 12, art. 6, ch. 17, al. 183(1)*p*), *q*), (3)*a*)(F) et al. 184*d*); 2001, ch. 25, art. 95; 2005, ch. 38, al. 134*n*) et al. 136*a*)(F)

art. 14, 1997, ch. 14, art. 89

art. 15, 1999, ch. 17, al. 183(1)*r*); 2005, ch. 38, al. 134*o*)

art. 16, 1994, ch. 47, art. 153; 1999, ch. 17, al. 183(1)*s*) et *t*); 2005, ch. 38, al. 134*p*) et *q*)

art. 17, 1994, ch. 47, art. 154; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 18, 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 19, 1994, ch. 47, art. 155; 1999, ch. 17, al. 183(1)*u*); 2005, ch. 38, al. 134*r*)

art. 20, 1994, ch. 47, art. 156; 1999, ch. 12, art. 7, ch. 17, al. 183(1)*u*) et al. 184*e*); 2002, ch. 19, art. 16; 2004, ch. 38, al. 134*r*)

art. 21, 1999, ch. 12, art. 8

art. 23.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 157

art. 25, 1994, ch. 47, art. 158; 1999, ch. 17, al. 183(1)*v*); 2005, ch. 38, al. 134*s*)

art. 26, 1999, ch. 12, art. 9

art. 27, 1999, ch. 12, art. 10

art. 29, 1999, ch. 17, al. 183(1)*w*); 2005, ch. 38, al. 134*t*)

art. 30, 1999, ch. 12, art. 11

art. 30.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 12; 2016, ch. 7, art. 195

art. 30.2, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 13(A), ch. 17, al. 183(1)*x*) et 184*f*)(A); 2005, ch. 38, al. 134*u*)

art. 30.3, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 12, art. 14, ch. 17, al. 183(1)*y*) et al. 184*g*); 2005, ch. 38, al. 134*v*)

art. 30.4, ajouté, 1994, ch. 47, art. 159; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*); 2005, ch. 38, al. 134*w*)

art. 31, 1994, ch. 47, art. 160; 1999, ch. 12, art. 15, ch. 17, al. 183(1)*z*.1); 2005, ch. 38, al. 134*x*)

art. 31.1, ajouté, 1994, ch. 47, art. 161; 1999, ch. 17, art. 181, al. 183(1)*z*.2); 2005, ch. 38, al. 134*y*)

art. 32, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(3); 1994, ch. 47, art. 162; 1999, ch. 12, art. 16, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et al. 184*h*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 33, 1994, ch. 47, art. 163; 1999, ch. 17, al. 183(1)*z*.3); 2005, ch. 38, al. 134*z*)

art. 34, 1994, ch. 47, art. 164; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*i*); 2005, ch. 38, al. 134*z*); 2014, ch. 20, art. 429 et al. 443*a*) et 444*a*)

art. 35, 1994, ch. 47, art. 165; 1999, ch. 12, art. 17, ch. 17, al. 183(1)*z*.3) et 184*i*); 2005, ch. 38, al. 134*z*); 2014, ch. 20, al. 443*b*) et 444*b*); 2016, ch. 7, art. 196

art. 35.1, ajouté, 1997, ch. 14, art. 90; 1999, ch. 12, art. 18, ch. 17, al. 183(1)*z*.3 et 184*k*); 2005, ch. 38, al. 134*z*)

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 36**, 1994, ch. 47, art. 165; abrogé, 1999, ch. 12, art. 19, ch. 17, al. 183(1)z.3); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37**, 1999, ch. 12, art. 20, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184l); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 37.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 21, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184m); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 38**, 1994, ch. 47, art. 166, al. 185(1)d); 1999, ch. 12, art. 22, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184n) et o); 2005, ch. 38, al. 134z); 2014, ch. 20, al. 443c) et 444c); 2016, ch. 7, art. 197
- art. 39**, 1994, ch. 47, al. 186a); 1999, ch. 12, art. 23, ch. 17, al. 183(1)z.3) et 184p); 2005, ch. 38, al. 134z)
- art. 40**, abrogé, 1999, ch. 12, art. 24
- art. 41**, 1994, ch. 47, art. 167 et al. 185(1)e), 186b) et c); 1999, ch. 12, art. 25, ch. 17, al. 183(1)z.4) et 184q); 2005, ch. 38, al. 134z.1); 2014, ch. 20, al. 443d) et 444d)
- art. 41.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 31; 1993, ch. 44, art. 208; 1994, ch. 47, al. 186d); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1); 2014, ch. 20, art. 430 et al. 443e) et 444e)
- art. 41.2**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 168; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.4); 2005, ch. 38, al. 134z.1)
- art. 42**, 1994, ch. 47, art. 169; 1999, ch. 12, art. 26 et al. 52c)(A); 2014, ch. 20, art. 431 et al. 444f)
- art. 43**, 1988, ch. 65, art. 32; 1993, ch. 44, art. 209; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.2); 2014, ch. 20, art. 432 et al. 444g)
- art. 44**, 1988, ch. 65, art. 33; 1990, ch. 8, art. 71; 2002, ch. 8, art. 170(A) et al. 182(1)z.10); 2014, ch. 20, art. 433 et al. 443f) et 444h)
- art. 45**, 1999, ch. 12, art. 27; 2014, ch. 20, al. 443f) et 444i)
- art. 46**, 1994, ch. 47, art. 170, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.6); 2005, ch. 38, al. 134z.3)
- art. 47**, 1988, ch. 65, art. 34; 1993, ch. 44, art. 210; 1997, ch. 14, art. 91; 1999, ch. 12, art. 28, ch. 17, al. 183(1)z.7); 2005, ch. 38, al. 134z.4); 2014, ch. 20, art. 434 et al. 444j)
- art. 48**, abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(4)
- art. 49**, 1994, ch. 47, art. 171, al. 185(2)d)(A); 1999, ch. 12, art. 29, ch. 17, al. 183(1)z.8) et 184r); 2005, ch. 38, al. 134z.5); 2016, ch. 7, art. 198
- art. 50**, 1994, ch. 47, art. 172; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.8); 2005, ch. 38, al. 134z.5)
- art. 50.1**, ajouté, 1994, ch. 47, art. 172
- art. 51**, 1994, ch. 47, art. 173, al. 186e); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.9); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 51.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 30, ch. 17, al. 184s); 2005, ch. 38, al. 134z.6)
- art. 52**, 1994, ch. 47, art. 174; 1999, ch. 12, art. 31 et al. 52d)(A), ch. 17, al. 183(1)z.9) et 184t); 2005, ch. 38, al. 134z.6); 2014, ch. 20, al. 443g) et 444k)
- art. 53**, 1988, ch. 65, art. 35; 1994, ch. 47, art. 175, al. 186f); 1999, ch. 12, art. 32, ch. 17, al. 183(1)z.10), z.11) et 184u) et v); 2005, ch. 38, al. 134z.7); 2014, ch. 20, al. 443h) et 444l)
- art. 53.1**, 1988, ch. 65, art. 36; 1993, ch. 44, art. 211; 1994, ch. 47, al. 186g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.8); 2014, ch. 20, art. 435 et al. 443i) et 444m)
- art. 55**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 202; 1994, ch. 47, art. 176, al. 185(1)f); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.13); 2005, ch. 38, al. 134z.9)
- art. 56**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 203; 1988, ch. 65, art. 37; 1993, ch. 44, art. 212; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.14), (3)b)(F), c) (F); 2005, ch. 38, al. 134z.10) et 136b)(F) et c)(F)
- art. 57**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 204; 1988, ch. 65, art. 38; 1993, ch. 44, art. 213; 1999, ch. 12, art. 33, ch. 17, al. 183(1)z.15) et 184w); 2005, ch. 38, al. 134z.11)
- art. 58**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 205; 1988, ch. 65, art. 39; 1993, ch. 44, art. 214; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.16); 2005, ch. 38, al. 134z.12)
- art. 59**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 206; ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(5); 1988, ch. 65, art. 40; 1993, ch. 44, art. 215; 1999, ch. 12, art. 34, ch. 17, al. 183(1)z.17), z.18) et 184x), y) et z); 2002, ch. 8, art. 171; 2005, ch. 38, al. 134z.13)
- art. 60**, 1994, ch. 47, art. 177, al. 185(1)g); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.19); 2001, ch. 25, art. 96; 2005, ch. 38, al. 134z.14)
- art. 60.1**, ajouté, 2001, ch. 25, art. 97
- art. 61**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(6); 1993, ch. 44, art. 216; 1999, ch. 12, art. 35, ch. 17, al. 183(1)z.20); 2005, ch. 38, al. 134z.15); 2014, ch. 20, art. 436 et al. 443j) et 444n)
- art. 62**, ch. 49 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(7); 1990, ch. 8, art. 72; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.21); 2005, ch. 38, al. 134z.16)
- art. 62.1**, ajouté, ch. 1 (2^e suppl.), art. 207; 1994, ch. 47, art. 178; abrogé, 2001, ch. 25, art. 98
- art. 63 à 71**, abrogés, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 72**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 208; abrogé, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 73 à 75**, abrogés, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(8)
- art. 76**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(9); 1988, ch. 65, art. 41; 1993, ch. 44, art. 217; 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 183(1)z.22), z.23); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11)
- art. 76.01**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.17); 2014, ch. 20, art. 437 et al. 444o)
- art. 76.02**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.18); 2014, ch. 20, art. 438 et al. 444p)
- art. 76.03**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36, ch. 17, al. 184z.3); 2005, ch. 38, al. 134z.19); 2014, ch. 20, art. 439 et al. 443k) et 444q)
- art. 76.04**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 36
- art. 76.1**, ajouté, 1994, ch. 47, 179; 1999, ch. 12, art. 37, ch. 17, al. 183(1)z.24) et 184z.4) et z.5); 2005, ch. 38, al. 134z.20)
- art. 77**, abrogé, L.R., ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(10); ajouté, 1997, ch. 14, art. 92
- partie 1.1**, (art. 77.01 à 77.038), ajoutée, 1993, ch. 44, art. 218

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

- art. 77.01**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1994, ch. 47, art. 180; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 38, ch. 17, al. 183(1)z.25), z.26) et 184z.6); 2002, ch. 8, art. 172 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.21) et z.22)
- art. 77.011**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)b)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 135b)(A)
- art. 77.012**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 12, art. 39, ch. 17, al. 184z.7); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135c)(A)
- art. 77.013**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(2)c)(A); 2005, ch. 38, al. 135d)(A)
- art. 77.014 à 77.019**, ajoutés, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.02**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.021**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 1999, ch. 17, al. 183(3)d)(F); 2005, ch. 38, al. 136d)(F)
- art. 77.022 à 77.026**, ajoutés, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.027**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.028 et 77.029**, ajoutés, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.03**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.031**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 218; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.032 à 77.038**, ajoutés, 1993, ch. 44, art. 218
- art. 77.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1994, ch. 47, art. 181; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 40, ch. 17, al. 183(1)z.27), z.28) et 184z.8); 2002, ch. 8, art. 173 et al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.23) et z.24)
- art. 77.11**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)d)(A); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) 2005, ch. 38, al. 135e)(A)
- art. 77.12**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 12, art. 41, ch. 17, al. 184z.9); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 135f)(A)
- art. 77.13**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(2)e)(A); 2005, ch. 38, al. 135g)(A)
- art. 77.14**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2014, ch. 20, art. 440(F) et al. 444r)
- art. 77.15 à 77.19**, ajoutés, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10)
- art. 77.21**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 1999, ch. 17, al. 183(3)e)(F); 2005, ch. 38, al. 136e)(F)
- art. 77.22 et 77.23**, ajoutés, 1988, ch. 65, art. 42
- art. 77.24**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 42; 2003, ch. 22, al. 225z.22)(A)
- art. 77.25 à 77.29**, ajoutés, 1988, ch. 65, art. 42
- partie III :**
- art. 78**, 1999, ch. 12, art. 42, ch. 17, al. 183(1)z.29), z.30), par. (2)f)(A), (g)(A) et al. 184z.10) et z.11); 2005, ch. 38, al. 134z.25), z.26) et 135h)(A) à j)(A)
- art. 79**, 1999, ch. 17, al. 183(2)h)(A); 2005, ch. 38, al. 135k)(A)
- art. 80**, abrogé, ch. 1 (2^e suppl.), art. 209
- art. 81**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 210; 1999, ch. 12, art. 43, ch. 17, al. 184z.12); 2005, ch. 38, al. 134z.27)
- art. 83**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 83.1**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 219; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.31); 2005, ch. 38, al. 134z.28)
- art. 84**, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52, ann., par. 10(11); 1999, ch. 12, art. 44, ch. 17, al. 183(1)z.32), (2)i)(A) et 184z.13) et z.14); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.29) à z.31) et 135j)(A)
- art. 85**, 1994, ch. 47, art. 182; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 86 et 87**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 88.1**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 45, ch. 17, al. 183(1)z.33) et 184z.15); 2003, ch. 22, al. 224z.77)(A); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 89**, 1999, ch. 12, art. 46, ch. 17, al. 183(1)z.33); 2005, ch. 38, al. 134z.32)
- art. 90**, 2014, ch. 20, art. 441 et al. 444s)
- art. 91**, 1988, ch. 65, art. 43; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.34), z.35); 2005, ch. 38, al. 134z.33) et z.34); 2014, ch. 20, art. 442 et al. 443l) et 444r)
- art. 93**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 211
- art. 94**, 1999, ch. 17, art. 182; 2005, ch. 38, art. 133
- art. 95**, 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96**, 1994, ch. 47, al. 185(1)h); 1999, ch. 17, al. 183(1)z.36); 2005, ch. 38, al. 134z.35)
- art. 96.1**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1993, ch. 44, art. 220; 1994, ch. 47, art. 183; 1999, ch. 12, art. 47, ch. 17, al. 183(1)z.37), z.38) et 184z.16); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.36)
- art. 96.11**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 221; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.39); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.37)
- art. 96.2**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; 1990, ch. 8, art. 73; 1999, ch. 17, al. 183(1)z.40); 2002, ch. 8, al. 182(1)z.10); 2005, ch. 38, al. 134z.38)
- art. 96.21**, ajouté, 1993, ch. 44, art. 222; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 48(F)
- art. 96.3**, ajouté, 1988, ch. 65, art. 44; (*voir* 1995, ch. 5, art. 28); 1999, ch. 12, art. 49(F)
- art. 96.4**, ajouté, 1999, ch. 12, art. 50, ch. 17, al. 184z.17); 2005, ch. 38, al. 134z.39)
- art. 97**, ch. 1 (2^e suppl.), art. 212; 1988, ch. 65, art. 45; 1993, ch. 44, art. 223; 1994, ch. 47, art. 184; 1997, ch. 14, art. 93; 1999, ch. 12, art. 51, ch. 17, al. 183(3)j)(F) et 184z.18); 2005, ch. 38, al. 134z.40)
- art. 98**, ajouté, 2000, ch. 14, art. 47
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, ch. 1 (2^e suppl.), art. 201
disposition générale, 1988, ch. 65, art. 24
disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)
disposition générale, 1994, ch. 47, art. 152
et 189 — *application*
disposition générale, 2005, ch. 38, art. 137 — *application*
disposition générale, 2016, ch. 7, art. 200 — *application* des dispositions édictées ou modifiées par les art. 192 à 199 aux marchandises d'un pays ALÉNA

M

Mesures spéciales d'importation, Loi sur les — L.R. (1985), ch. S-15 (suite)

dispositions transitoires *voir* ch. 41, (3^e suppl.), art. 115
dispositions transitoires, 1994, ch. 47, art. 187 et 188
dispositions transitoires, 1999, ch. 12, art. 62 à 64
disposition transitoire, 2002, ch. 8, art. 192
dispositions transitoires, 2002, ch. 19, art. 17 et 18
modification conditionnelle, 1999, ch. 17, art. 184
disposition générale, 1999, ch. 17, art. 185 — application
disposition générale, 2001, ch. 25, art. 99 — application
EEV, ch. 23 (1^{er} suppl.), par. 1(1), (2) en vigueur 16.05.85
EEV, ch. 1 (2^e suppl.), art. 197 à 212 en vigueur 10.11.86
voir TR/86-206
EEV, ch. 41 (3^e suppl.), art. 115 réputé en vigueur 01.01.88
voir art. 139
EEV, ch. 47 (4^e suppl.), art. 52 à 54 et 56 à 62 en vigueur
31.12.88 *voir* TR/89-3
EEV, 1988, ch. 65, art. 23 à 45 en vigueur 01.01.89 *voir*
TR/89-9, *voir aussi* par. 150(2)
EEV, 1990, ch. 8 en vigueur 01.02.92 *voir* TR/92-6
EEV, 1993, ch. 44, art. 201 à 223 en vigueur 01.01.94 *voir*
TR/94-1
EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94
EEV, 1994, ch. 47, art. 144 à 189 en vigueur 01.01.95 *voir*
TR/95-5
EEV, 1997, ch. 14, art. 88 à 93 en vigueur 05.07.97 *voir*
TR/97-86
EEV, 1999, ch. 12, art. 1 à 52 et 62 à 64 en vigueur
15.04.2000 *voir* TR/2000-24
EEV, 1999, ch. 17, art. 180 à 185 en vigueur 01.11.99 *voir*
TR/99-111
EEV, 2000, ch. 12, art. 291 en vigueur 31.07.2000 *voir*
TR/2000-76
EEV, 2000, ch. 14, art. 47 en vigueur à la sanction
29.06.2000
EEV, 2001, ch. 25, par. 91(1) et art. 99 en vigueur
29.11.2001 *voir* TR/2001-115; par. 91(2) et art. 92 à 98 en
vigueur 01.07.2002 *voir* TR/2002-95
EEV, 2002, ch. 8, art. 169 à 173, 182 et 192 en vigueur
02.07.2003 *voir* TR/2003-109
EEV, 2002, ch. 19, art. 16 à 18 en vigueur 30.09.2002 *voir*
TR/2002-122
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005
voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction
03.11.2005; art. 132 à 137 en vigueur 12.12.2005 *voir*
TR/2005-119
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1782 en
vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72
EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 428 à 444 en
vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.
EEV, 2016, ch. 7, art. 192 à 200 en vigueur à la sanction
22.06.2016 (*Remarque* : art. 200 est une disposition
d'application).

Mines antipersonnel, Loi de mise en oeuvre de la Convention sur les — 1997, ch. 33

(*Anti-Personnel Mines Convention Implementation Act*)

- a) le ministre des Affaires étrangères, chargé de l'application des dispositions de cette loi, à l'exception des articles 8, 9, 10 et 22; (TR/99-58)
- b) le ministre de la Défense nationale, chargé de l'application des articles 8, 9, 10 et 18 de cette loi; (TR/99-58)
- c) le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, chargé de l'application des articles 18 et 22 de cette loi (TR/99-58)

art. 11, 2002, ch. 8, art. 114

art. 20, 2001, ch. 34, art. 3(F)

art. 21, 1999, ch. 31, art. 7

EEV, 1997, ch. 33 en vigueur 01.03.99 *voir* TR/99-18

EEV, 1999, ch. 31, art. 7 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2001, ch. 34, art. 3 en vigueur à la sanction 18.12.2001

EEV, 2002, ch. 8, art. 114 en vigueur 02.07.2003 *voir*
TR/2003-109

Mingan, Loi sur le parc national de l'archipel de voir Parc national de l'archipel Mingan, Loi sur le

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le — L.R. (1985), ch. A-9

[Ancienne appellation : Ministère de l'Agriculture, Loi sur le]

(*Department of Agriculture and Agri-Food Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

titre intégral, 1994, ch. 38, art. 1

art. 1, 1994, ch. 38, art. 2

art. 2, 1994, ch. 38, art. 3

art. 3, 1994, ch. 38, art. 4

art. 4, 1989, ch. 27, art. 20; 1994, ch. 38, art. 5

art. 5.01, ajouté, 1994, ch. 38, art. 6

art. 5.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 46

art. 6, 1992, ch. 1, art. 6; abrogé, 1994, ch. 38, art. 7

dispositions transitoires, 1994, ch. 38, art. 8 à 10

EEV, 1988, ch. 65, art. 46 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9

EEV, 1989, ch. 27, art. 20 en vigueur 23.02.90 *voir*
TR/90-41

EEV, 1992, ch. 1, art. 6 en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1994, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur 12.01.95 *voir*
TR/95-9

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34
[Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le]

(Department of Employment and Social Development Act)

Ministre de l'Emploi et du développement social (2013, ch. 40, art. 206)

Titre intégral, 2013, ch. 40, art. 204

art. 1, 2013, ch. 40, art. 205

art. 2, 2012, ch. 19, art. 223; 2013, ch. 40, art. 206

Partie 1, 2013, ch. 40, art. 207

art. 3, 2013, ch. 40, art. 208

art. 4, 2013, ch. 40, art. 209

art. 5 à 7, 2012, ch. 19, art. 687

art. 8, abrogé, 2012, ch. 19, art. 687

art. 19.1, ajouté, 2009, ch. 16, art. 50; 2014, ch. 14, art. 49 et par. 51(2), ch. 28, art. 57

art. 20, 2010, ch. 12, art. 1723; 2013, ch. 40, art. 210

art. 21, 2005, ch. 30, par. 82(2)(A)

art. 27, 2011, ch. 24, art. 189

art. 28, 2005, ch. 30, par. 129(2); 2008, ch. 28, art. 132; 2012, ch. 31, art. 441

art. 28.1, ajouté, 2005, ch. 30, par. 129(2); abrogé, 2008, ch. 28, art. 133; ajouté, 2012, ch. 19, art. 304

art. 28.2 à 28.4, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 304

art. 29, 2010, ch. 12, art. 2201

art. 30, 2012, ch. 19, art. 282

art. 32 et 33, 2012, ch. 19, art. 283

art. 35, 2012, ch. 19, art. 284

art. 36, 2012, ch. 19, art. 285

art. 36.1 et 36.2, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 286

art. 37, 2012, ch. 19, art. 287

art. 38, 2012, ch. 19, art. 288

art. 39, 2012, ch. 19, art. 289

art. 42, 2012, ch. 19, art. 290

art. 43, 2012, ch. 19, art. 291

partie 5, abrogée, 2005, ch. 34, par. 83(8); ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224

art. 44, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 45, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 39, art. 252

art. 46 à 50, ajoutés, 2012, ch. 19, art. 224

art. 51, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224

art. 52, 2005, ch. 34, par. 82(1)(A); 2012, ch. 19, art. 224

art. 53 à 60, 2012, ch. 19, art. 224

art. 60.1, ajouté, 2014, ch. 20, art. 466

art. 61, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(3); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 62, 2012, ch. 19, art. 224

art. 63, 2012, ch. 19, art. 224; 2014, ch. 20, art. 467

art. 64, 2012, ch. 19, art. 224, ch. 31, art. 204

art. 65 à 67, 2012, ch. 19, art. 224

art. 68, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

art. 69, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(11); ajouté, 2012, ch. 19, art. 224

Partie 6 (nouvelle), ajoutée, 2012, ch. 19, art. 224

art. 70.1, 2013, ch. 40, art. 211; 2014, ch. 20, art. 485

art. 71, 2005, ch. 34, par. 83(11); 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 212

art. 72, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224, 2013, ch. 40, art. 213

art. 73, ajouté, 2012, ch. 19, art. 224; 2013, ch. 40, art. 214

Annexe, ajoutée, 2009, ch. 16, art. 51; 2012, ch. 18, art. 41, ch. 26, art. 50 et par. 62(52); 2014, ch. 14, art. 50, ch. 28, art. 58

art. 2, ajouté, 2010, ch. 4, art. 43

disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 129

dispositions de coordination, 2005, ch. 34, art. 82 et 83

dispositions de coordination, 2012, ch. 25, art. 60 à 64

disposition de coordination, 2014, ch. 14, art. 51

disposition générale, 2013, ch. 40, art. 207

dispositions transitoires, 2013, ch. 40, art. 217 à 220

EEV, 2005, ch. 30, art. 129 en vigueur à la sanction 29.06.2005

EEV, 2005, ch. 34, à l'exception des art. 82 et 83, en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-99; art. 82 et 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir l'erratum*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.

EEV, 2009, ch. 16 (sanction : 18.06.2009), la loi en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-67

EEV, 2010, ch. 4 (sanction : 29.06.2010), art. 43 en vigueur 15.08.2011 *voir* TR/2011-55

EEV, 2010, ch. 12, art. 2201 en vigueur à la sanction 12.07.2010; art. 1723 en vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14

EEV, 2011, ch. 24, art. 189 en vigueur à la sanction 15.12.2011

EEV, 2012, ch. 18 (sanction : 29.06.2012), art. 41 en vigueur 01.10.2012 *voir* TR/2012-71

EEV, 2012, ch. 19, art. 223 et 224 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 282 à 291, 304 et 687 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17

EEV, 2012, ch. 26, art. 60 à 64 en vigueur à la sanction 14.12.2012; art. 50, tel que modifié par par. 62(52), en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-16

EEV, 2012, ch. 31, art. 204 en vigueur à la sanction 14.12.2012;

— par. 441(1) en vigueur 07.03.2013 *voir* TR/2013-24;

— par. 441(2) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 151. *Voir aussi* par. 463(4) avant l'abrogation [*Remarque* : 2012, ch. 19, par. 609(2) abrogé par 2013, ch. 40, par. 139(1)]

— par. 463(4) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, art. 156.

EEV, 2013, ch. 40, art. 151, 156, 204 à 214 et 217 à 220 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

EEV, 2014, ch. 14, art. 51 en vigueur à la sanction 19.06.2014; art. 49, tel que modifié par par. 51(2), et art. 50 en vigueur 01.10.2014 *voir* TR/2014-74.

M

Ministère de l'Emploi et du Développement social — 2005, ch. 34 [Ancienne appellation : Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le] (suite)

EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014); art. 466 et 467 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83; art. 485 en vigueur 02.01.2015 *voir* TR/2014-100.
EEV, 2014, ch. 28 (sanction : 26.11.2014), art. 57 et 58 en vigueur 01.01.2015 *voir* art. 61.
EEV, 2014, ch. 39, art. 252 en vigueur à la sanction 16.12.2014.

Ministère de l'Environnement, Loi sur le — L.R. (1985), ch. E-10

(Department of the Environment Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 4, 1995, ch. 11, art. 18; 1996, ch. 8, art. 19
art. 6, abrogé, L.R., ch. 16 (4^e suppl.), art. 146
EEV, ch. 16 (4^e suppl.), art. 146 mais abrogé avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 33, art. 355
EEV, 1995, ch. 11, art. 18 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
EEV, 1996, ch. 8, art. 19 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69
EEV, 1999, ch. 33, art. 355 en vigueur 31.03.2000 *voir* TR/2000-15

Ministère de l'Environnement, *voir* Organisation du gouvernement, Loi de 1970

Ministère de l'Expansion économique régionale, Loi sur le, *voir* Zones spéciales, Loi sur les

Ministère de l'Industrie, Loi sur le — 1995, ch. 1

(Department of Industry Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Industrie, par. 4(2) et art. 8 à 10, 13 à 15 et 17 à 21 relativement au développement économique régional au Québec (TR/95-49 et TR/96-16)

art. 4, 2005, ch. 26, art. 20
art. 8, 2005, ch. 26, art. 22
art. 9, 2005, ch. 26, art. 23
art. 11, 1999, ch. 31, art. 72; 2004, ch. 25, art. 131
art. 12, 2001, ch. 4, art. 73; 2004, ch. 25, art. 132
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A); 2005, ch. 38, al. 142g) et al. 145(2)f)
disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)
disposition générale, 2005, ch. 26, art. 21
dispositions transitoires, 1995, ch. 1, art. 23 à 25
EEV, 1995, ch. 1 en vigueur 29.03.95 *voir* TR/95-48
EEV, 1999, ch. 31, art. 72 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 73 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2003, ch. 22, al. 224z.26)(A) en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 25, art. 131 et 132 en vigueur à la sanction 15.12.2004
EEV, 2005, ch. 26, art. 20 à 23 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-101
EEV, 2005, ch. 38, al. 145(2)f) en vigueur à la sanction 03.11.2005; al. 142g) en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le — 1994, ch. 31

(Department of Citizenship and Immigration Act)

Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

art. 4, 2005, ch. 38, art. 57
art. 5, 2004, ch. 15, art. 33
art. 5.1 et 5.2, ajoutés, 2012, ch. 17, art. 78
disposition générale, TR/2013-79 tel que modifié par TR/2013-94 (ministre d'État délégué auprès du Ministre de CI)
dispositions transitoires, 1994, ch. 31, art. 6 à 8
EEV, 1994, ch. 31 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 2004, ch. 15, art. 33 en vigueur 28.06.2004 *voir* TR/2004-66
EEV, 2005, ch. 38, art. 57 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2012, ch. 17 (sanction : 28.06.2012), art. 78 en vigueur 29.04.2013 *voir* TR/2013-48

Ministère de la Justice, Loi sur le — L.R. (1985), ch. J-2

(Department of Justice Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 3, 2006, ch. 9, art. 137
art. 4.1, ajouté, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93; 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F)
EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93 en vigueur 13.08.85 *voir* TR/85-153
EEV, 1992, ch. 1, art. 144, ann. VII, art. 38(F) en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 2006, ch. 9, art. 137 en vigueur à la sanction 12.12.2006

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8

(Department of Health Act)

Le ministre de la Santé

art. 4.1 et 4.2, ajoutés, 2006, ch. 5, art. 21
art. 11.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 34
art. 32, 1996, ch. 8, art. 35b)
dispositions transitoires, 1996, ch. 8, art. 13 à 15
modification conditionnelle, 1996, ch. 8, art. 36
EEV, 1996, ch. 8 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-69

M

Ministère de la Santé, Loi sur le — 1996, ch. 8 (suite)

EEV, 2004, ch. 15, art. 34 en vigueur 13.10.2004 *voir* TR/2004-137

EEV, 2006, ch. 5, art. 21 en vigueur 15.12.2006 *voir* TR/2006-145

Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le — 2005, ch. 10

(*Department of Public Safety and Emergency Preparedness Act*)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile (2005, ch. 10, art. 34)

art. 4, 2007, ch. 15, art. 11

art. 5, 2012, ch. 1, al. 160e)

art. 8, 2005, ch. 10, art. 36

disposition de coordination, 2005, ch. 10, art. 35 et 36

EEV, 2005, ch. 10, art. 35 et 36 en vigueur à la sanction 23.03.2005; la loi, à l'exception des art. 35 et 36, en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29

EEV, 2007, ch. 15, art. 11 en vigueur 03.08.2007 *voir* TR/2007-79

EEV, 2012, ch. 1 (sanction : 13.03.2012), al. 160e) en vigueur 28.02.2013 *voir* TR/2013-13

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le — 2013, ch. 33, art. 174

(*Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (par. 2(2)); un ministre auxiliaire pour le Commerce international (art. 4); un ministre auxiliaire du Développement international, chargé d'assister le ministre dans l'exercice de ses attributions relatives au développement international, à la réduction de la pauvreté et à l'aide humanitaire (art. 5)

art. 11, 2013, ch. 40, art. 175

Terminologie, 2013, ch. 33, art. 195 (modifications terminologiques dans toute disposition d'une loi fédérale, la mention du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international), art. 196 à 198 (aussi *mais* remplacer par le titre différent du ministre)

EEV, 2013, ch. 33, art. 174, 195 à 198 en vigueur à la sanction 26.06.2013

EEV, 2013, ch. 40, art. 175 en vigueur à la sanction 12.12.2013

Ministère des Affaires extérieures, Loi sur le, *voir* Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Loi sur le

(*Department of External Affairs Act*)

Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. I-6

(*Department of Indian Affairs and Northern Development Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75; 2002, ch. 7, art. 154(A)

art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 76; 2002, ch. 7, art. 155(A)

art. 6, 1991, ch. 50, art. 30; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 77; 2002, ch. 7, art. 156; 2014, ch. 2, art. 13

EEV, 1991, ch. 50, art. 30 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 75 à et 77 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79

EEV, 2002, ch. 7, art. 154 à 156 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 13 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1

(*Department of Veterans Affairs Act*)

Le ministre des Anciens Combattants

titre intégral, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 1, 2000, ch. 34, al. 95a)(F)

art. 1.1, ajouté, 2011, ch. 24, art. 179

art. 2 et 3, 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 4, 2000, ch. 34, art. 11

art. 4.1, ajouté, 2000, ch. 34, art. 12

art. 5, 1990, ch. 43, art. 1; 1999, ch. 10, art. 37; 2000, ch. 34, art. 13; 2001, ch. 4, art. 126; 2005, ch. 21, art. 100; 2011, ch. 24, art. 180; 2015, ch. 3, art. 75

art. 5.1, ajouté, 1990, ch. 43, art. 2; 1995, ch. 18, art. 100; 2008, ch. 20, art. 3

art. 5.2, ajouté, 2000, ch. 34, art. 14

art. 6, 2000, ch. 34, art. 14; 2003, ch. 22, art. 161

art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, al. 94d)(F)

art. 6.2, ajouté, 1995, ch. 18, art. 101; 2000, ch. 34, art. 15

art. 6.3 à 6.5, ajoutés, 2000, ch. 34, art. 16

art. 6.6, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2004, ch. 11, art. 27

art. 6.7, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2005, ch. 35, al. 66b); 2012, ch. 19, al. 695(1)c); 2013, ch. 40, al. 237(1)f)

art. 6.8, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16; 2003, ch. 22, al. 224z.28)(A)

art. 6.9, ajouté, 2000, ch. 34, art. 16

art. 7, 1992, ch. 1, art. 140

disposition générale, 1992, ch. 24, art. 21

dispositions générales, 2000, ch. 34, art. 17 et 18

EEV, 1990, ch. 43, par. 1(5) en vigueur à la sanction 17.12.90;

— par. 1(3) et (4) en vigueur 01.10.95 *voir* TR/95-110;

M

Ministère des Anciens combattants, Loi sur le — L.R. (1985), ch. V-1 (suite)

- par. 5.1(4) édicté par l'art. 2 est réputé entré en vigueur 12.10.90 voir par. 64(2);
- par. 1(1) et (2) et les par. 5.1(1) à (3) de la *Loi sur le Ministère des anciens combattants*, édictés par l'art. 2, abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3
- EEV, 1992, ch. 1, art. 140 en vigueur à la sanction 28.02.92
- EEV, 1992, ch. 24, art. 21 en vigueur à la sanction voir par. 22(3)
- EEV, 1995, ch. 18, art. 100 et 101 en vigueur 15.09.95 voir TR/95-108
- EEV, 1999, ch. 10, art. 37 en vigueur 01.05.99 voir TR/99-46
- EEV, 2000, ch. 34, art. 11, 12, 14 à 16, 94 et 95 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105;
- par. 13(1), le passage de l'art. 5 de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants* précédant l'al. a), édicté par le par. 13(2), l'al. 5e.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3), par. 13(6) à (8) et art. 17 et 18 en vigueur 15.12.2002 voir TR/2002-149;
- al. 5e) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édicté par le par. 13(3) en vigueur 17.06.2003 voir TR/2003-131;
- al. 5a), b), c) et c.1) de la *Loi sur le ministère des Anciens Combattants*, édictés par le par. 13(2) en vigueur 12.09.2003 voir TR/2003-150 et *Erratum*, vol. 137, n° 19, p. 2428(F);
- par. 13(4) et (5) en vigueur 17.12.2012 voir TR/2012-100.
- EEV, 2001, ch. 4, art. 126 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
- EEV, 2003, ch. 22, art. 161 et 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2004, ch. 11, art. 27 en vigueur 21.05.2004 voir TR/2004-58
- EEV, 2005, ch. 21, art. 100 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
- EEV, 2005, ch. 35, art. 66 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-97
- EEV, 2008, ch. 20 (sanction : 18.06.2008), art. 3 en vigueur 19.06.2010.
- EEV, 2011, ch. 24, Partie 17 (art. 179 et 180) en vigueur à la sanction 15.12.2011
- EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), al. 695(1)c) en vigueur 01.03.2013 voir TR/2013-17
- EEV, 2013, ch. 40, al. 237(1)f) en vigueur à la sanction 12.12.2013.
- EEV, 2015, ch. 3, art. 75 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le

— L.R. (1985), ch. F-15

(*Department of Fisheries and Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 4, 2015, ch. 20, art. 4

EEV, 2015, ch. 20 (sanction : 18.06.2015), art. 4 en vigueur 01.08.2015 voir TR/2015-64.

Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, Loi sur le voir Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le (*Department of Human Resources and Skills Development Act*)

Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le — 1994, ch. 41

(*Department of Natural Resources Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

dispositions transitoires, 1994, ch. 41, art. 8 à 10
EEV, 1994, ch. 41 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Ministère des Transports, Loi sur le — L.R. (1985), ch. T-18

(*Department of Transport Act*)

Le ministre des Transports

- art. 7**, 1996, ch. 10, art. 271.1
- art. 7.1**, ajouté, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353; 1996, ch. 10, art. 272
- art. 12**, 1991, ch. 50, art. 46; 2001, ch. 4, art. 171
- EEV, ch. 28 (3^e suppl.), art. 353 en vigueur 01.01.88 voir TR/88-26
- EEV, 1991, ch. 50, art. 46 en vigueur 15.09.92 voir TR/92-151
- EEV, 1996, ch. 10, art. 271.1 et 272 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53
- EEV, 2001, ch. 4, art. 171 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16

(*Department of Public Works and Government Services Act*)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux

- art. 2**, 2001, ch. 4, art. 156; 2005, ch. 30, art. 120; 2007, ch. 29, art. 151
- art. 6**, 2001, ch. 4, art. 157; 2005, ch. 30, art. 121
- art. 7**, 2003, ch. 22, al. 224z.27(A); 2005, ch. 30, art. 122
- art. 8**, 2007, ch. 29, art. 152
- art. 9**, 2005, ch. 30, art. 123
- art. 9.1**, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153; 2012, ch. 19, art. 712
- art. 9.2**, ajouté, 2007, ch. 29, art. 153
- art. 10**, 1999, ch. 31, art. 73(F); 2001, ch. 4, art. 158; 2002, ch. 7, art. 157

M

Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le — 1996, ch. 16 (suite)

art. 12, 2003, ch. 22, al. 224z.27)(A)
art. 16, 2013, ch. 33, art. 227
art. 20, 2005, ch. 30, art. 124
art. 22.1 à 22.3, ajoutés, 2006, ch. 9, art. 306
art. 23, 2001, ch. 4, art. 159
art. 23.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 307
art. 60, 1996, ch. 16, art. 62
dispositions transitoires, 1996, ch. 16, art. 26 à 28
modification conditionnelle, 1999, ch. 31, art. 249
EEV, 1996, ch. 16, Loi, *sauf* les art. 32, 54 et 55, en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67; art. 54 et 55 en vigueur 08.10.96 *voir* TR/96-91; art. 32 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2011 *voir* 2008, ch. 20, art. 3
EEV, 1999, ch. 31, art. 73 et 249 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2001, ch. 4, art. 156 à 159 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 7, art. 157 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 30 (sanction : 29.06.2005), art. 124 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2016 *voir* 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*); art. 120 à 123 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 125 – Non en vigueur.
EEV, 2006, ch. 9, art. 306 et 307 en vigueur 05.05.2008 *voir* TR/2008-52
EEV, 2007, ch. 29, art. 151 à 153 en vigueur à la sanction 22.06.2007
EEV, 2012, ch. 19, art. 712 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2013, ch. 33, art. 227 en vigueur à la sanction 26.06.2013

Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le — 1995, ch. 11

(*Department of Canadian Heritage Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien; les attributions conférées au ministre du Patrimoine canadien en matière de mise sur pied et de mise en oeuvre de programmes visant principalement le patrimoine bâti sont transférées au ministre de l'Environnement (TR/2004-112)

art. 4, 2002, ch. 18, art. 32(F); 2003, ch. 2, art. 37; 2005, ch. 2, art. 1; 2013, ch. 33, art. 214
art. 5, 2005, ch. 2, art. 2; 2013, ch. 33, art. 215
art. 7, 2001, ch. 4, art. 155
dispositions transitoires, 1995, ch. 11, art. 13 à 15
dispositions transitoires, 2013, ch. 33, art. 216 à 220
dispositions générales, 1995, ch. 11, art. 46, 47
EEV, 1995, ch. 11 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
EEV, 2001, ch. 4, art. 155 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2002, ch. 18, art. 32 en vigueur à la sanction 13.06.2002

EEV, 2003, ch. 2, art. 37 en vigueur 15.06.2003 *voir* TR/2003-129
EEV, 2005, ch. 2, art. 1 et 2 en vigueur à la sanction 24.02.2005
EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 214 à 220 en vigueur 30.09.2013 *voir* art. 224

Ministères du gouvernement *voir*

(*Departments of Government*)

Gestion des finances publiques, Loi sur la, art. 14, pour le Ministère des Finances
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Loi sur le
Ministère de l'Emploi et du Développement social, Loi sur le
Ministère de l'Environnement, Loi sur le
Ministère de l'Industrie, Loi sur le
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Loi sur le
Ministère des Finances (pour la *Loi sur la gestion des finances publiques*, art. 14 *voir* Gestion des finances publiques, Loi sur la)
Ministère de la Justice, Loi sur le
Ministère de la Santé, Loi sur le
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, Loi sur le
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, Loi sur le
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Loi sur le
Ministère des Anciens combattants, Loi sur le
Ministère des Pêches et Océans, Loi sur le
Ministère des Ressources naturelles, Loi sur le
Ministère des Transports, Loi sur le
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Loi sur le
Ministère du Patrimoine canadien, Loi sur le

Ministre des Finances à faire certains versements, Loi autorisant le (*voir* Versements, Loi autorisant le Ministre des Finances à faire certains)

(*Payments, An Act to authorize the Minister of Finance to make certain*)

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications (Alberta et Saskatchewan), Loi sur la — 2002, ch. 3

(*Claim Settlements (Alberta and Saskatchewan) Implementation Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 2002, ch. 3 en vigueur 21.03.2002

M

Mise en oeuvre de mesures concernant le règlement de revendications au Manitoba, Loi sur la — 2000, ch. 33

(*Manitoba Claim Settlements Implementation Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 11, 2001, ch. 4, art. 165; 2002, ch. 3, art. 8(F)
art. 12, 2002, ch. 3, art. 9
art. 13, 2002, ch. 3, art. 10
 EEV, 2000, ch. 33 en vigueur à la sanction 20.10.2000
 EEV, 2001, ch. 4, art. 165 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
 EEV, 2002, ch. 3, art. 8 à 10 en vigueur à la sanction 21.03.2002

Mise en quarantaine, Loi sur la — 2005, ch. 20

(*Quarantine Act*)

Le ministre de la Santé

art. 34, 2007, ch. 27, art. 1
art. 63, 2007, ch. 27, art. 2
art. 71, 2007, ch. 27, art. 3
 EEV, 2005, ch. 20, la loi, à l'exception des art. 34 et 83, en vigueur 12.12.2006 voir TR/2006-143; art. 83 en vigueur à la sanction 13.05.2005; art. 34 en vigueur à la sanction du ch. 27 de 2007, 22.06.2007
 EEV, 2007, ch. 27, art. 1 à 4 en vigueur à la sanction 22.06.2007 voir art. 5

Missions étrangères et les organisations internationales, Loi sur les — 1991, ch. 41

(*Foreign Missions and International Organizations Act*)

Le ministre des Affaires étrangères (1995, ch. 5, par. 25(2))

art. 2, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 1
art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 2
art. 5, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2000, ch. 24, art. 54; 2002, ch. 12, art. 3 et 10
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 4
art. 10, 1995, ch. 5, al. 25(1)n)
art. 10.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 5; 2005, ch. 10, al. 34(1)n)
art. 11, 1995, ch. 5, al. 25(1)n); 2002, ch. 12, art. 6
art. 11.1, ajouté, 2002, ch. 12, art. 6
art. 13, ajouté, 2000, ch. 12, art. 119; 2002, ch. 12, art. 8
annexe IV, ajoutée, 2002, ch. 12, art. 9
 disposition de coordination, 2002, ch. 12, art. 10
 disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
 disposition générale, 2002, ch. 12, art. 7
 disposition transitoire, 1991, ch. 41, art. 16

EEV, 1991, ch. 41 en vigueur 16.12.91 voir TR/92-5
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
 EEV, 2000, ch. 12, art. 119 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76
 EEV, 2000, ch. 24, art. 54 en vigueur 23.10.2000 voir TR/2000-95
 EEV, 2002, ch. 12 en vigueur à la sanction 30.04.2002
 EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12

(*Modernization of Benefits and Obligations Act*)

Déposé par le ministre de la Justice

art. 1.1, abrogé, 2005, ch. 33, art. 15
art. 66, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 68, abrogé, 2003, ch. 26, art. 37
art. 134, 2001, ch. 17, art. 263(A)
art. 174, 2004, ch. 16, art. 18
art. 222, abrogé, 2000, ch. 34, al. 96b)
 disposition de coordination, 2000, ch. 34, al. 96b)
 modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 10
 EEV, 2000, ch. 12, art. 40, 76 et 77 en vigueur à la sanction 29.06.2000;
 — art. 1 à 39, 41 à 58, par. 59(1), art. 60 à 65, 67, 69 à 73, 78 à 88, 91 à 96, 98, 105, 106, 108, 110, 114, 115, 117 à 119, 121 à 127, 129 à 147, 153 à 162, 164 à 173, par. 175(1), 176(2), art. 179, 187 à 221, 223 à 242, 248, 254 à 274, 276, 278 à 285, 289, 291, 293 et 295 à 339 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76;
 — art. 44.1 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163, en vigueur 15.09.2000 voir TR/2000-85;
 — art. 44.2 de la *Loi sur les juges*, édicté par l'art. 163 et modifié par l'art. 24 de la *Loi modifiant la Loi sur les juges et une autre loi en conséquence*, 2001, ch. 7, en vigueur 07.04.2005 voir TR/2005-30;
 — par. 59(2) en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16 et par. 340(2);
 — (*Remarque* : art. 66 et 68 abrogés avant leur entrée en vigueur par 2003, ch. 26, art. 37)
 — art. 74 et 75 en vigueur 01.07.2003 voir TR/2003-118
 — art. 97, 128, 174, par. 175(2), 176(1), art. 177, 178, 180 à 186, 275, 277, 286 à 288 et 290 en vigueur 01.01.2012 voir TR/2011-118;
 — art. 99 à 104, 243 à 247, 249 à 253, 292 et 294 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-147;
 — par. 107(2) en vigueur 12.02.2001 voir TR/2001-25;
 — art. 111 à 113 en vigueur 01.01.2001 voir par. 340(3);
 — art. 116 en vigueur 01.01.2004 voir TR/2003-186 voir aussi *erratum Gazette du Canada Partie II*, Vol. 139, n° 9, p. 947;
 — art. 120 en vigueur 31.07.2000 voir TR/2000-76 et par. 340(4);
 — art. 148 à 152 en vigueur 04.09.2001 voir TR/2001-90

M

Modernisation de certains régimes d'avantages et d'obligations, Loi sur la — 2000, ch. 12 (suite)

- art. 222 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2000, ch. 34, al. 96b);
- art. 89, 90, par. 107(1) et (3) et art. 109 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir par. 340(1) — Non en vigueur
- EEV, 2000, ch. 14, art. 10 en vigueur à la sanction 29.06.2000
- EEV, 2000, ch. 34, al. 96b) en vigueur à la sanction 20.10.2000
- EEV, 2001, ch. 17, art. 263 est réputé entré en vigueur 31.07.2000 voir par. 263(2)
- EEV, 2003, ch. 26, art. 37 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21
- EEV, 2004, ch. 16, art. 18 en vigueur à la sanction 06.05.2004
- EEV, 2005, ch. 33, art. 15 en vigueur à la sanction 20.07.2005

Modernisation de la fonction publique, Loi sur la — 2003, ch. 22

(Public Service Modernization Act)

Déposé par le président du Conseil du Trésor

- art. 167, 2003, ch. 22, art. 262
- art. 210, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- art. 224 (z.52), abrogé, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- art. 225, 2003, ch. 22, art. 263
- art. 229, 2005, ch. 38, par. 144(10)
- dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 262 et 263
- dispositions de coordination, 2003, ch. 26, art. 70
- disposition de coordination, 2004, ch. 7, par. 41(3)(A)
- disposition de coordination, 2004, ch. 11, par. 54(4)
- dispositions de coordination, 2005, ch. 38, par. 144(10)
- EEV, 2003, ch. 22,
- art. 1 et 262 à 283 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
- préambule, art. 1 à 3 et la partie 1 (art. 4 à 205) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-22;
- art. 3, 4, 6 à 11 et 67 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-25;
- art. 5 en vigueur 01.12.2004 voir TR/2004-159;
- art. 14 et 19, les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68, et les art. 77 à 83 et 246 à 250 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;
- art. 21 à 35, 85 à 87 et 251 à 261 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-42;
- art. 36 à 66 et 88 à 226 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
- partie 2 (art. 206 à 238) à l'exception du sous-al. 209(1)c) (ii), de l'al. 211b) et de l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-23;

- sous-al. 209(1)c)(ii), l'al. 211b) et l'art. 231 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-123
- parties 3 (art. 239 et 240) et 4 (art. 241 à 252) de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, édictée par l'art. 2, en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24;
- abrogation de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.R., ch. P-35, 31.03.2005 voir art. 285 et TR/2005-21;
- abrogation de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, L.R., ch. P-33, 30.12.2005 voir art. 284 et TR/2005-121
- art. 12 (art. 1 à 136 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, dans leur version édictée par l'art. 12 et art. 13 (l'annexe de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique* édictée par l'art. 12), et la définition de « nouvelle loi », à l'art. 68, art. 69 à 76, et 227 à 245 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122
- art. 15 à 18, 20, et 84 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2013 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 148, n° 9, p. 542.
- EEV, 2003, ch. 26, art. 70 en vigueur à la sanction 07.11.2003
- EEV, 2004, ch. 7, art. 41 en vigueur à la sanction 31.03.2004
- EEV, 2004, ch. 11, art. 54 en vigueur à la sanction 22.04.2004
- EEV, 2005, ch. 38, art. 144 en vigueur à la sanction 03.11.2005

Modernisation du droit d'auteur, Loi sur la voir Loi sur le droit d'auteur — 2012, ch. 20

(Copyright Modernization Act)

Modification législative (Charte canadienne des droits et libertés), Loi de — L.R. (1985), ch. 31 (1^{er} suppl.)

(Statute Law (Canadian Charter of Rights and Freedoms) Amendment Act)

- EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 93-95 en vigueur 13.08.85 voir TR/85-153; art. 1-6, 7-15, 16-91 et 95-106 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188; art. 7 en vigueur 13.08.86 voir TR/86-171; partie III en vigueur 02.09.86 voir TR/86-192

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52

(Currency Act)

Le ministre des Finances (art. 2)

- art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 16; 1996, ch. 16, al. 60(1)e); 1999, ch. 4, art. 9
- art. 3, 1999, ch. 4, art. 10
- art. 4 à 6, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 17

M

Monnaie, Loi sur la — L.R. (1985), ch. C-52 (suite)

art. 7, 1999, ch. 4, art. 11
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 18; 1999, ch. 4, art. 12; 2012, ch. 19, art. 388
art. 9, ajouté, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 19; 1999, ch. 4, art. 13(F); 2012, ch. 19, art. 389
art. 9.01, ajouté, 2012, ch. 19, art. 389
art. 9.1, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 20; 1999, ch. 4, art. 14
art. 17, 1993, ch. 33, art. 1; 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.1 à 17.3, ajoutés, 2005, ch. 30, art. 113
art. 17.2, ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art., ajouté, 2005, ch. 30, art. 113
art. 19, 2005, ch. 30, art. 114
art. 20, L.R., ch. 3 (4^e suppl.), art. 1; 2005, ch. 30, art. 114
art. 21, 2005, ch. 30, art. 114; 2012, ch. 19, art. 172
art. 22, 2005, ch. 30, art. 115; 2012, ch. 19, art. 173
art. 23, abrogé, 2005, ch. 30, art. 116
dispositions transitoires, 2005, ch. 30, art. 117 et 118
disposition transitoire, 2012, ch. 19, art. 194 (application *re par* 21(2) et 22(2))
annexe, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.), art. 1; L.R., ch. 22 (2^e suppl.), art. 1; DORS/87-518; abrogée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 23
EEV, L.R., ch. 14 (1^{er} suppl.) en vigueur 26.02.85
EEV, L.R., ch. 22 (2^e suppl.) en vigueur 27.06.86
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, L.R., ch. 3 (4^e suppl.) en vigueur 22.03.88
EEV, 1993, ch. 33, art. 1 en vigueur à la sanction 23.06.93
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4, art. 9 à 14 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
EEV, 2005, ch. 30, art. 113 à 118 en vigueur 30.12.2005 *voir* TR/2005-126
EEV, 2012, ch. 19, art. 172, 173, 194, 388 et 389 en vigueur à la sanction 29.06.2012

Monnaie royale canadienne, Loi sur la
— **L.R. (1985), ch. R-9**
(Royal Canadian Mint Act)

Le ministre des Finances (TR/2011-49)

art. 2, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 1; 1996, ch. 16, al. 60(1)*p*); 1999, ch. 4, art. 1; 2005, ch. 38, art. 129
art. 2.1, ajouté, 2005, ch. 38, art. 130
art. 3, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2; 2014, ch. 39, art. 185; 2016, ch. 12, art. 117
art. 3.1-3.2, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 2
art. 4, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 3; 1999, ch. 4, art. 2; 2016, ch. 12, art. 118
art. 5.1 à 5.3, ajoutés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 4; abrogés, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6, abrogé, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 5; ajouté, 1999, ch. 4, art. 3
art. 6.1 à 6.3, ajoutés, 1999, ch. 4, art. 3

art. 6.31, ajouté, 2016, ch. 12, art. 119
art. 6.4 à 6.6, ajoutés, 1999, ch. 4, art. 3
art. 7, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 6; 1999, ch. 4, art. 4
art. 8, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 5
art. 9, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 7; 1999, ch. 4, art. 6(A)
art. 10, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 8
art. 11, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 9; 2006, ch. 9, art. 298
art. 12, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 10; 2016, ch. 12, art. 120
art. 14, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 11(F)
art. 16, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 12
art. 18, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 13(F); 2003, ch. 22, al. 224z.75)(A) et al. 225z.20)(A)
art. 20, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14; 1999, ch. 4, art. 7
art. 21-25, abrogés, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 14
annexe, ajoutée, L.R., ch. 35 (3^e suppl.), art. 15; DORS/88-410; DORS/90-475; DORS/91-432, DORS/91-510; DORS/93-105; DORS/95-45; 1995, ch. 26, art. 1; DORS/96-75, DORS/96-104; DORS/96-488; DORS/98-92, DORS/98-94, DORS/98-96, DORS/98-141, DORS/98-192; 1999, ch. 4, art. 8; DORS/2000-161, DORS/2000-360; DORS/2003-250, DORS/2003-368; DORS/2005-322, DORS/2005-323, DORS/2005-324, DORS/2005-325; DORS/2006-17, DORS/2006-233; DORS/2007-22, DORS/2007-177; DORS/11-192, DORS/11-324; DORS/14-165
disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 29
EEV, L.R., ch. 35 (3^e suppl.) en vigueur 17.12.87
EEV, 1995, ch. 26, art. 1 en vigueur à la sanction 13.07.95
EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
EEV, 1999, ch. 4 en vigueur 24.03.99 *voir* TR/99-33
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 38, art. 29, 129 et 130 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2006, ch. 9, art. 298 en vigueur à la sanction 12.12.2006
EEV, 2014, ch. 39, art. 185 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
EEV, 2016, ch. 12, art. 117 à 120 en vigueur à la sanction 15.12.2016.

Montréal, Avances au Havre de
(Montreal Harbour Advances)

1914, ch. 41; 1918, ch. 5

Montréal, Gardien de port pour le havre de
— **1882, ch. 45**
(Montreal, Port Warden)

art. 2 à 7, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 11, 1991, ch. 32, art. 5
art. 12, 1991, ch. 32, art. 6
art. 24, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 7
art. 27, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 8
art. 28, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F); 1991, ch. 32, art. 9

M

Montréal, Gardien de port pour le havre de — 1882, ch. 45 (suite)

art. 29 à 32, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2(F)
art. 33, ajouté, 1980-81-82-83, ch. 8, art. 2; abrogé, 1991, ch. 32, art. 10
 disposition générale, 1991, ch. 32, art. 11
 EEV, 1980-81-82-83, ch. 8 en vigueur à la sanction 27.06.80
 EEV, 1991, ch. 32 en vigueur à la sanction 29.10.91

Montréal, Terminus de — 1929, ch. 12
(Montreal Terminals Act)

Montréal et Toronto Vente de réserves militaires — 1908, ch. 51
(Montreal and Toronto (Sale ordinance lands))

Monument national de l'Holocauste, Loi sur le — 2011, ch. 13
(National Holocaust Monument Act)

Le ministre du Patrimoine canadien (2013, ch. 33, art. 221)

art. 2, 2013, ch. 33, art. 221
art. 7, 2013, ch. 33, art. 222
art. 8, 2013, ch. 33, art. 223
 EEV, 2011, ch. 13 en vigueur à la sanction 25.03.2011
 EEV, 2013, ch. 33 (sanction : 26.06.2013), art. 221 à 223 en vigueur 30.09.2013 voir art. 224

Morand, Monsieur le juge Donald Raymond, pension à jouissance — 1978-79, ch. 8
(Morand, Mr. Justice Donald R., Annuity)

Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. — 1916, ch. 20
(Mount Royal Tunnel and Terminal Co., Ltd. Act)

Multiculturalisme canadien, Loi sur le — L.R. (1985), ch. 24 (4^e suppl.)
(Canadian Multiculturalism Act)

La ministre du Patrimoine canadien (TR/2015-104)

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16; 2002, ch. 7, art. 129; 2014, ch. 2, art. 38
 EEV, L.R., ch. 24 (4^e suppl.) en vigueur 21.07.88
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 16 en vigueur 01.04.99 voir art. 79
 EEV, 2002, ch. 7, art. 129 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
 EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 38 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.

Musée canadien de l'immigration au Quai 21, Loi constituant un nouveau — 2010, ch. 7
voir Loi sur les musées
(Museum of Immigration at Pier 21 Act, Creating Canada's New National)

Musées, Loi sur les — 1990, ch. 3
(Museums Act)

Le ministre du Patrimoine canadien d'agir à titre de ministre pour l'application de cette loi à l'égard du Musée des beaux arts du Canada, du Musée canadien de l'histoire, du Musée canadien de la nature, du Musée national des sciences et de la technologie, du Musée canadien des droits de la personne et du Musée canadien de de l'immigration du Quai 21 (TR/2015-112 voir aussi 1995, ch. 11, art. 46)

art. 2, 2008, ch. 9, art. 1
art. 7 et 8, 2013, ch. 38, art. 2
art. 8, 2013, ch. 38, art. 2
art. 9, 2013, ch. 38, art. 2; 2014, ch. 20, art. 193
art. 15.1 à 15.6, ajoutés, 2008, ch. 9, art. 2
art. 18, 1995, ch. 29, art. 46
art. 19, 2006, ch. 9, art. 279
art. 23, 2008, ch. 9, art. 3; 2010, ch. 7, art. 3
art. 24, 2003, ch. 22, al. 224z.51)(A) et 225z.7)(A)
art. 24.1, ajouté, 2008, ch. 9, art. 4
art. 34 à 40, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3
art. 41, 1998, ch. 26, art. 76; abrogé, 2013, ch. 38, art. 3
art. 42 à 45, abrogés, 2013, ch. 38, art. 3
 disposition générale, 1995, ch. 29, art. 47
 dispositions transitoires, 1990, ch. 3, art. 34-45
 disposition transitoire, 2010, ch. 7, art. 4
 dispositions transitoires, 2013, ch. 38, art. 4 à 10
 dispositions transitoires, 2014, ch. 20, art. 194 (définitions), art. 195 à 199 (ouvrages de référence en ligne) et art. 200 à 204 (Musée virtuel du Canada)
 EEV, 1990, ch. 3 loi en vigueur 01.07.90 voir TR/90-86
 EEV, 1995, ch. 29, art. 46 et 47 en vigueur 01.11.95 voir TR/95-115
 EEV, 1998, ch. 26, art. 76 en vigueur 01.01.99 voir TR/99-2
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
 EEV, 2006, ch. 9, art. 279 en vigueur à la sanction 12.12.2006
 EEV, 2008, ch. 9 (sanction : 13.03.2008), art. 1 à 4 en vigueur 10.08.2008 voir TR/2008-92
 EEV, 2010, ch. 7 (sanction : 29.06.2010), art. 2 à 4 en vigueur 25.11.2010 voir TR/2010-87
 EEV, 2013, ch. 38, art. 1 à 10 en vigueur à la sanction 12.12.2013.
 EEV, 2014, ch. 20, art. 193 à 199 en vigueur 29.08.2014 voir TR/2014-72; art. 200 à 204 en vigueur 30.09.2014 voir TR/2014-72.